

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 301
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
30 nov. au 13 déc. 1979

Pétrole, or, récession...

Le capitalisme mondial poussé au bord du gouffre

Le cinquantième anniversaire de la crise de 1929 — la dernière grande crise, se complaisait à dire il y a quelque temps encore les apologistes du capital —, est commémorée sous l'ombre menaçante d'une nouvelle crise économique plus terrible que la précédente. En même temps, le spectre d'une troisième guerre mondiale hante un monde en perpétuelle rupture d'équilibre.

Cette remarque est doublement justifiée parce que l'inflation, c'est-à-dire la hausse continue des prix, est une manifestation de la guerre économique — qui conduit à la guerre tout court — en même temps qu'elle est une des armes bourgeoises de la guerre sociale menée contre le prolétariat, qui conduit à la guerre civile généralisée.

Cependant elle est insuffisante, parce que l'inflation elle-même n'est qu'une manière pour la bourgeoisie de résister à la chute du taux de profit. Mais elle n'y parvient qu'en précipitant la société dans la surproduction généralisée de marchandises et de capitaux d'un côté, le chômage et la disette de l'autre. Bref l'inflation n'est qu'une des manifestations du fait que les forces productives modernes sont bien trop gigantesques pour leur enveloppe capitaliste, ce qui pousse les entreprises et les Etats à s'affronter et les classes sociales à se sauter à la gorge.

La montée spectaculaire de l'or, surtout depuis ces six derniers mois, est une

des autres manifestations de ce phénomène. Malgré la guerre des taux d'intérêt menée pour attirer les capitaux flottants qui ne savent plus où trouver leur profit, guerre qui coûte aux Etats-Unis jusqu'au double des taux moyens, le dollar est irrésistiblement entraîné par la récession, et se voit troqué contre l'or, valeur sûre par excellence.

La guerre des prix du pétrole, c'est-à-dire du partage de la rente pétrolière, est encore une manifestation du même phénomène. Avec le jeu monopoliste des compagnies pétrolières — qui ont un puissant intérêt à la hausse des prix — et avec la riposte des pays producteurs pour se protéger de la baisse du dollar et tenter de profiter du marché tendu, le prix du pétrole continue à grimper. Ceci a pour effet d'aiguiser encore plus la guerre commerciale et monétaire entre l'Europe, le Japon et les Etats-Unis et de précipiter les pays les plus pauvres dans une dépendance financière accrue.

Dans cette situation où récession, hausse du pétrole et hausse de l'or s'épaulent

Finie la prospérité, finie la paix impérialiste ! Mais aussi finie, du moins en perspective, la paix sociale ! « Les dirigeants des principaux pays ont trop longtemps ignoré le lien qui existe entre l'inflation, la révolution et la guerre », remarquent, en passant, Les Echos du 15 novembre...

DANS CE NUMERO

- Solidarité de classe avec les militants emprisonnés
- Avortement
- Au Nicaragua, le sandinisme à l'œuvre
- Carnet tricolore
- Bilan des luttes anticoloniales
- Luites syndicales
- Immigration

pour aggraver les secousses du système monétaire, le moindre déplacement brutal de masses de capitaux incontrôlés et incontrôlables risque de faire sauter le système lui-même, rendant dès lors im-

(suite page 2)

Luttes ouvrières

Grandes manœuvres syndicales

La montagne des manœuvres, discours, rencontres, promesses et polémiques autour des négociations, auxquels les syndicats suspendaient la lutte sociale depuis la rentrée, n'a finalement même pas accouché d'une souris : les négociations sur le temps de travail, suspendues le 15 novembre, ne seront reprises que le 8 janvier. Le patronat, à la grande tristesse des fervents du consensus, n'a même pas lâché les quelques concessions-paravents qui auraient permis de faire passer l'essentiel, à savoir l'abandon de la limitation hebdomadaire du temps de travail — abandon consenti d'avance par la CFDT et la CGC, sous le prétexte d'aller par là vers les... 40 heures en 1982 ! — Et la CFDT de pleurnicher : « Comment patronat et gouvernement peuvent-ils encore préconiser la « concertation », alors qu'ils n'acceptent de façon permanente aucune négociation sérieuse, et qu'au moindre conflit, ils se refusent à négocier par principe ? » (Syndicalisme-Hebdo du 22/11/79).

Cependant, à travers les conflits de ces deux derniers mois, l'aspiration à une réduction effective, immédiate du temps de travail, non suspendue à des clauses d'assiduité, prend corps parmi les travailleurs. A l'Alstom de Saint-Ouen, les grévistes demandaient, outre les augmentations de salaire, les 35 heures et la cinquième semaine de congés payés ; les 35 heures aussi à Rhône-Poulenc ; embauche massive et réduction du temps de travail aux usines Dassault...

L'opportunisme chauvin s'évertue à greffer sur ce mouvement des objectifs

(suite page 6)

Avortement A bas les lois répressives !

L'échéance du renouvellement de la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) a relancé les discussions sur la question de l'avortement. Par cette loi, l'Etat bourgeois avait tenté de reprendre le contrôle de la reproduction de la force de travail et, en cédant quelque peu à une agitation et à un état de fait qui lui échappait, d'obtenir en réalité une diminution du nombre total des avortements. La campagne actuelle aura pour effet de faire passer pour une « victoire » la pure et simple reconduction de la loi Veil, d'ailleurs demandée par le gouvernement. En réalité, et nous l'avons dit à l'époque (voir *Le Prolétaire* n° 186), cette loi n'atténue ni la répression étatique, ni l'inégalité des classes devant l'avortement.

D'après le Planning familial, 73,4 % de femmes n'utilisent aucune contraception, sinon par des moyens « archaïques ». Il est inutile de se demander quelles catégories sociales sont concernées, et on ne s'étonnera pas si parmi les femmes qui se sont adressées en automne 1978 au Planning à Paris pour une intervention il y avait 6,8 % de « cadres » contre 57,1 % de travailleuses (employées, ouvrières, femmes de service, etc.). C'est contre ces dernières que tous les obstacles soigneusement dressés par la loi sur ce véritable « parcours du combattant » vers l'IVG, si bien décrit par les brochures et les interviews des militantes, s'avèrent efficaces : en particulier la « clause de cons-

(suite page 6)

Solidarité de classe avec les militants emprisonnés

Bien que personne n'en parle, de nombreux militants crouissent actuellement dans les prisons américaines. Parmi eux figurent des membres du « Movement » né dans les années 60 sur les campus universitaires et qui s'attaqua — selon des

orientations évidemment démocratiques dues à l'absence historique d'un parti de classe aux Etats-Unis — à la guerre, à la ségrégation raciale, à la pauvreté d'une partie croissante de la société américaine.

Parmi eux figurent aussi des membres des mouvements politiques tout à fait « nationalistes-raciaux », dans lesquels s'exprimait et s'exprime le potentiel explosif des minorités ethniques (Noirs, Portoricains, Chicanos), elles aussi tragiquement privées d'une direction de classe capable de leur faire dépasser les limites de la couleur, de la « nation » et de leurs conceptions tiers-mondistes (SNCC, Black Power, Panthères noires). Enfin il y a parmi les prisonniers des militants syndicaux de base et des travailleurs qui se sont distingués dans les luttes au fur et à mesure que la crise mettait en mouvement des secteurs de plus en plus larges de cette classe ouvrière américaine que seuls des philosophes et des sociologues universitaires peuvent considérer comme « définitivement intégrée au système ». De façon souterraine et monstrueusement silencieuse, les prisons américaines qui, dans le passé, avaient connu des révoltes gigantesques mais désespérées, se remplissent d'ouvriers de la base ou d'éléments prolétariens généreux trahis par l'isolement.

C'est le cas, entre autres, de Charles « Dumu » Beasley, un ancien militant du SNCC, qui fut une des premières organisations étudiantes noires nées — sur des bases démocratiques — de la dissolution de la gauche américaine dans les années 40 et 50. Sorti de prison après 11 années d'internement, il voit maintenant peser sur lui une menace d'extradition dans l'Etat du Texas, qui est décidé à lui infliger encore quinze ans de prison. C'est le cas d'un groupe de travailleurs et de militants syndicaux de base — connus sous le nom des « 14 de Lucasville » — qui furent actifs aussi bien parmi les ouvriers agricoles de Californie que parmi les mineurs de l'Est. Depuis longtemps en prison, à Lucasville dans l'Ohio, ils sont soumis régulièrement à de brutales attaques de la part des gardiens à cause de leur résistance obstinée en prison (une des 14, Shirley Keller, a été violée à plusieurs reprises par un gardien).

D'autres détenus, dans le Tennessee, l'Etat de Washington, le Connecticut, se sont organisés pour résister au dur ré-

gime pénitentiaire qui leur est infligé ou à la surexploitation à laquelle ils sont soumis (travail forcé dans les fermes ou les chantiers, etc.). Ils tentent d'unir leurs forces non seulement pour survivre, mais pour faire entendre leurs voix hors des murs de la prison et empêcher qu'elle ne soit étouffée au moment où une chape de plomb s'abat sur eux.

De la même façon, dans la très démocratique Angleterre et en Irlande du Nord, les prisonniers politiques connaissent une situation effroyable, surtout les militants ou ceux qui sont supposés appartenir à l'IRA, qui sont soumis à toutes sortes de tortures physiques ou psychologiques. Mais la tragédie des prisonniers politiques, indépendamment de leur affiliation, est la même partout dans le monde et quand on parle de l'Amérique ou de l'Europe, on ne peut s'empêcher de penser à l'URSS et aux autres pays de l'Est.

(suite page 3)

Flambée de chauvinisme US

« Malgré les appels au calme lancés par la classe politique, les sentiments anti-iraniens croissent aux Etats-Unis. A Jersey-City, près de New York, six étudiants iraniens qui étaient conducteurs d'autobus à temps partiel ont été licenciés par leur employeur. La plupart des autres employés de la ligne ont approuvé ces « représailles » contre la prise d'otages de Téhéran. Interrogé par une chaîne de télévision, l'un d'eux retrouvait des accents dignes de l'époque du maccarthysme triomphant : « L'Amérique est aux Américains... Si vous ne l'aimez pas, allez-vous-en ! »

(Le Monde du 27-11-79.)

Des luttes à canaliser en Iran

« Une nouvelle offensive des rebelles kurdes et une manifestation violente d'ouvriers en chômage dans la capitale la nuit dernière a placé les gouvernants musulmans de l'Iran sur la défensive sur deux fronts vulnérables. Ces nouveaux développements ont temporairement rejeté dans l'ombre le drame qui se joue à l'ambassade américaine » (Financial Times du 13 novembre 79).

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

• Le vendredi 14 décembre, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris - XI^e (Métro A. Dumas).

Ce qu'il faut défendre chez Trotsky

Le capitalisme mondial poussé au bord du gouffre

(Suite de la page 1)

possible tout échange et provoquant par conséquent une crise productive d'une ampleur inouïe. Il paraît que l'alerte a été chaude en octobre dernier au moment où le cours des actions a chuté brutalement de quelques pourcents dans les principales bourses.

Et voici maintenant qu'éclate dans cette atmosphère surchauffée une nouvelle bombe iranienne et que la lutte sociale se met de la partie ! Que peuvent faire d'autre les ayatollahs, afin d'éviter une nouvelle explosion sociale, que de réclamer ce même chah qu'ils ont tout fait hier pour laisser partir indemne ? Et quelle tromperie politique, que des gens qui ont toujours refusé de proclamer la lutte armée contre le chah, la Savak et l'impérialisme, en appellent aujourd'hui à la guerre sainte contre le dollar, une guerre sans aucun doute dangereuse pour l'équilibre du monde, mais sans aucun doute aussi socialement stérile !

De l'autre côté, quelle hypocrisie que celle de l'impérialisme américain qui prétend trouver dans la rébellion de ses victimes la cause des malheurs du monde, et qui refuse toute importation de pétrole iranien au moment où les Etats-Unis ont précisément besoin de réduire leurs importations ! Quelle criminelle barbarie que celle du pays « le plus civilisé du monde », pour qui la seule réponse à la misère des masses affamées et opprimées est la menace de couper les vivres et d'intervenir militairement dans l'exacerbation du militarisme et du chauvinisme !

Pour ce qui est des mesures de guerre économique, chacun agit selon ses

moyens : l'un bloque les avoirs en banque, l'autre refuse de rembourser ses prêts : tout cela est de bonne guerre et il n'est pas sûr que du point de vue du partage des richesses entre l'impérialisme américain et la bourgeoisie iranienne — partage dont la classe ouvrière n'a pour sa part rien à attendre —, ce soit Téhéran qui perde le plus.

Quant à la menace de suspendre les ventes de blé et la mise en état d'alerte des troupes d'intervention, elles servent vraisemblablement de moyen de pression contre la bourgeoisie iranienne, mais ne peuvent dépasser la limite dans laquelle les mollahs parviennent, en s'appuyant d'ailleurs sur ces menaces, à maintenir soudé le front des classes sous le drapeau de l'Islam. Quand il s'agit en effet de maintenir l'ordre, tout le monde se réconcilie et agit avec ses propres méthodes, associé et concurrent, ami et ennemi, croyant et païen : Khaddaffi et Arafat y ont mis du leur, la Russie également, pourtant particulièrement intéressée par une rupture totale de l'Iran avec les Etats-Unis.

Cependant, même à supposer que les Etats-Unis parviennent à s'en sortir en conservant leurs privilèges sur les plans économique, financier, monétaire et stratégique, ce ne serait pas sans avoir créé, par la mise en pratique de ces mesures de guerre économique, les conditions de crises du dollar encore plus graves. La tentation sera, en effet, plus grande encore que par le passé de sortir en douceur des banques américaines les fonds qui n'ont pu en sortir brutalement, et qui vont faire pression sur le mark, le yen, le franc suisse, et même le franc français ! Et si l'Iran ne parvient pas encore complètement aujourd'hui à refu-

ser les dollars, il est évident que de nouvelles tentatives seront faites, par l'Iran ou par d'autres. La seule perspective est donc celle d'une guerre monétaire plus âpre et celle d'une accélération de la chasse au lingot.

Et à supposer maintenant que les efforts conjugués de tout l'ordre établi parviennent encore une fois à retarder une explosion sociale, la menace du gros bâton brandie envers un pays politiquement indépendant pour d'évidentes raisons de brigandage et pour de claires raisons de police, ne peut que renforcer la haine des classes exploitées et opprimées envers la Sainte Alliance des exploités et de leurs larbins par dessus les fronts de dispute et de guerres.

Le programme que la classe ouvrière mondiale doit opposer à cette Sainte Alliance est celui de la mise en commun de toutes les richesses de la planète par l'humanité toute entière, ce qui a pour condition la révolution prolétarienne mondiale et la dictature internationale de la classe ouvrière sous la direction de son parti.

Cette révolution se prépare par la lutte implacable des prolétaires contre leur propre bourgeoisie et leur Etat, contre tout replâtrage du capitalisme et de l'Etat, par l'unification internationale de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme. Et cette unification suppose, en particulier dans les pays impérialistes, le combat contre la double et triple exploitation et oppression des prolétaires des nations plus petites, et la lutte contre le social-impérialisme qui s'en nourrit. Aujourd'hui comme hier, le mot d'ordre est : « Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! ».

Carnet tricolore

Recentrages convergents

De 1973 à 1977, la seule « alternance » politique possible semblait être pour l'immédiat représentée par l'Union de la gauche, non sans que le PC agite de temps en temps la possibilité d'un front national du type « Union du peuple de France ». En tout cas, c'est le PC qui apparaissait comme le pivot de ces deux formules politiques.

Avec le développement du PS, renfloué par le PC, et la rupture de l'Union de la gauche, la bourgeoisie a commencé à jouer une nouvelle carte : celle d'un rapprochement entre giscardiens et socialistes, et même d'un président « socialiste », en laissant le PC dans l'opposition, en réserve en cas de crise sociale aiguë, où il serait toujours utile, comme son passé le prouve.

Avec le rapprochement de fait entre giscardiens et rocardiens s'esquisse aujourd'hui une nouvelle possibilité : celle d'une idylle genre front national entre gaullistes et socialistes du type CERES, mais laissant elle aussi le PC dans l'opposition, non pas parce qu'il serait insuffisamment chauvin, mais pour des raisons sociales, en tant qu'opposition de Sa Majesté.

Si aucune alternance n'est aujourd'hui souhaitée par personne dans la bande des « quatre », il est en revanche de plus en plus clair que le PS (pour tout ou partie) devient le pivot de toute nouvelle formule gouvernementale.

La dénonciation verbale du PS par le PC est donc d'autant plus importante que dans l'avenir le PC risque d'avoir pour fonction de canaliser les réactions à un gouvernement à participation socialiste en faisant croire que seule une participation « communiste » pourrait faire changer ce gouvernement de cap. Le PC reste bien un parti de temps de crise sociale. Et ceux qui donnent toujours à la classe ouvrière la perspective d'un gouvernement PC-PS comme voie de passage obligatoire pour la lutte de classe ne sont que les artisans de la tromperie réformiste et démocratique.

Impérialisme et coopération

Le montant du budget de la Coopération qui vient d'être adopté par l'Assemblée nationale s'élève à 4 milliards 19 millions de francs. En augmentation de 16,7 % par rapport à 1978, il est un de ceux qui bénéficient du plus fort taux de croissance. Cette augmentation n'est évidemment pas le fruit du hasard : elle témoigne d'une volonté accrue de l'impérialisme français de défendre ses intérêts outre-mer et en particulier en Afrique.

Dans ce budget, écrit *Le Figaro* du 14 novembre, la part du lion revient à l'assistance technique militaire. Pourquoi ? Parce que « si le développement économique des Etats africains [entendez : les bonnes affaires de l'impérialisme français en Afrique] constitue bien la priorité des priorités, elle suppose que préalablement règnent la stabilité et la sécurité ».

En Afrique les frontières entre Etats sont issues de la colonisation et, pour établir ces frontières, on a parfois taillé dans des régions ethniquement homogènes. D'où une menace permanente de déstabilisation qui fait que chaque pays renforce ses moyens militaires. De plus, « l'armée représente souvent dans ces pays, [remarquez le « dans ces pays » !] un facteur de stabilité, même si la poignée des militaires est parfois rude et si un officier en chasse un autre. Et c'est pour conforter cette stabilité que la France amplifie son aide ».

Le gouvernement a donc décidé d'augmenter dans tous les domaines l'assistance technique militaire. Il y avait 1.226 cadres français dans la « coopération » en 1979, il y en aura 1.336 en 1980. Les crédits pour la formation des cadres africains sont en augmentation de 41 %, ce qui va permettre d'accueillir 1.717 stagiaires (*). L'aide en matériel augmentera, elle, de 32 %.

Mais l'impérialisme français ne se contente pas de renforcer les armées des pays africains auxquels il est lié, il renfloue le budget de ces Etats : « Face au besoin qu'ils éprouvent de renforcer leur

armée, une politique à laquelle la France a donné son approbation, les Etats africains connaissent de redoutables problèmes budgétaires, et les aides qu'apporte également dans ce domaine le gouvernement français ne sont pas à la veille de se terminer [c'est « l'Afrique aux Africains » comme on le voit]. Au 3 août 1979 le quart de ces aides (149 millions) avait essentiellement servi à payer les fonctionnaires locaux, notamment de Centrafrique (Bokassa alors au pouvoir), au Mali, en Mauritanie, aux Comores et à Djibouti ». (Le voisin du Centrafrique, le Zaïre, n'a pas été oublié non plus, puisqu'il disposera cette année d'une dotation exceptionnelle destinée à la formation d'une brigade de parachutistes : il s'agit de renforcer le « ventre mou » de l'Afrique où les intérêts français sont si importants).

Pour les autres chapitres : aide culturelle, médicale, enseignement et « recherche scientifique outre-mer », il n'y a naturellement que ce qui reste... En somme, remarque l'auteur de l'article, tout se passe comme si la France tenait autant à la stabilité politique de l'Afrique francophone qu'au développement économique de pays qui possèdent d'importantes ressources énergétiques, minières et agricoles. Bref, l'exploitation de l'Afrique pourrait encore être améliorée ! Cynisme et rapacité, telle est la devise de l'impérialisme, cet impérialisme que prolétaires métropolitains et peuples opprimés doivent combattre et abattre.

(*) La France maintient en permanence 13.000 soldats et conseillers militaires en Afrique, dont 1.300 au Sénégal, 500 en Côte-d'Ivoire, 500 au Gabon, 2.000 à la Réunion, 1.800 à Mayotte et 4.500 à Djibouti (chiffres cités dans Stern du 15 novembre 1979). Il faut ajouter à cela la décision récente d'installer une garnison permanente à Nouadhibou en Mauritanie.

Blindage démocratique

Les commissaires et hauts fonctionnaires de la police, membres du syndicat indépendant, se sont réunis en congrès

à la mi-octobre (voir *Le Figaro* des 16 et 20/10/79).

Ils ont demandé que soient « privilégiés » et « modernisés » leurs moyens « pour répondre au défi des temps violents ». Il y a actuellement en France 108.000 policiers et 70.000 gendarmes, soit un policier pour 300 habitants, « c'est bien et même mieux que chez nos voisins européens ». Alors, qu'est-ce qui ne va pas ? Tout d'abord la concurrence qui règne entre policiers et gendarmes. Ensuite, « une volonté de militarisation de la police judiciaire, dont les officiers sont plus nombreux que chez les gendarmes ». Puis, le fait qu'on assiste « à la mise en place sur tout le territoire d'un véritable réseau de renseignements militaires qui échappe au contrôle de l'Intérieur et de la Justice ». Les commissaires aimeraient bien aussi que soient « éclairées ces zones d'ombre du droit qui subsistent dans l'exercice de leurs fonctions, notamment lorsqu'elles touchent aux libertés publiques ». Un « parapluie juridique », en quelque sorte..., précise l'auteur de l'article.

Enfin les commissaires se sont plaints que de nombreux policiers soient affectés à d'autres tâches que des tâches de police, et ils ont demandé que la police urbaine ne soit plus chargée de mettre des contraventions. Pour pouvoir s'occuper de choses sérieuses... Comme pour n'importe quelle entreprise capitaliste, il s'agit d'améliorer le rendement. En l'occurrence celui de la répression.

Réunion publique à Strasbourg

Vendredi 14 décembre 20 h 30

Maison des Syndicats 1, rue Sédillot

Du contrôle de l'immigration à la répression policière : le vraie visage de la démocratie

Au Nicaragua, le sandinisme à l'œuvre

La démission de Somoza et l'instauration de l'actuel gouvernement confirment maintenant dans la pratique, la soumission théorique d'un mouvement dont nous avons analysé l'évolution dans l'article du Proletaire n° 295 intitulé « La triste trajectoire du sandinisme ».

Nous avons déjà montré que, contrairement à une thèse répandue, loin de déclencher et de mener l'insurrection d'août-septembre 78, le FSLN n'a fait qu'insérer son action militaire dans un soulèvement spontané des masses afin de le contrôler.

Cette fois-ci, néanmoins, l'explosion populaire n'a pas surpris les sandinistes dont l'action a eu, indiscutablement, un poids spécifique supérieur à la révolte spontanée des masses qu'ils ont effectivement réussi à canaliser en la subordonnant à leur « stratégie » politique générale. Et ils sont parvenus à le faire parce que, durant les 8 mois environ qui séparent les deux soulèvements, le FSLN a pu, d'une part, créer une structure organisationnelle « interne » numériquement et géographiquement beaucoup plus large et efficace et, d'autre part, forger des liens plus étroits avec les masses, principalement à travers un réseau de comités de quartier.

Cette organisation et cet encadrement des masses, loin de les utiliser pour détruire, ne disons pas le capitalisme (ce que nous ne lui demandons pas) mais même les vieux restes semi-coloniaux dont le somozisme n'est qu'une expression parmi d'autres, le sandinisme les a utilisés, contrairement à ce que la presse — même d'extrême gauche — a voulu démontrer, comme un moyen de pression dans les négociations, pour forcer l'impérialisme américain à accepter la participation du FSLN à la « solution négociée » de la « crise nicaraguayenne », et pour passer des compromis avec ceux-là mêmes qu'il aurait dû considérer comme les adversaires à abattre.

On trouve ce désir de « se faire reconnaître » par les Etats-Unis dans l'interview accordée par Tomás Borge à *El País* en janvier 79, où il suggère que l'intervention diplomatique des U.S.A. après les événements de septembre 78 pour servir d'intermédiaire entre Somoza et l'opposition bourgeoise était un échec : « Les Etats-Unis, disait-il, n'ont pas pu trouver une formule pour résoudre le conflit nicaraguayen en accord avec leurs intérêts ». Borge poursuivait : « On doit ce fait, en grande partie, à la tentative de laisser à l'écart de manière artificielle une réalité objective, comme l'est l'existence du sandinisme en tant que force totalisatrice de l'opinion publique [sic ! souligné par nous — Ndr]. Il est réellement absurde qu'on ait prétendu résoudre le problème [exactement comme le dit la bourgeoisie du monde entier : il ne s'agit pas d'une « révolution », mais d'un problème ! Ndr] sans le concours du FSLN ».

Quant à Humberto Ortega, aujourd'hui commandant en chef de l'armée populaire sandiniste, voici ce qu'il déclarait dans *El País* du 28 avril 79 : « Il va être très difficile de freiner le peuple [!], qui est déjà très radicalisé [...]. La seule force capable d'éviter le chaos au Nicaragua et l'instabilité dans la région est le FSLN ».

L'action des sandinistes à Managua fait apparaître cette stratégie « de négociation » et montre combien elle est catastrophique pour les masses travailleuses.

« L'offensive sandiniste » est lancée au mois de mai. Un mois après, Managua, qui avait été laissée au second plan par les sandinistes, se soulève. La violence de l'explosion peut être mesurée à la rapidité de l'avancée du front de combat : le 13/6, on combattait à moins de 1.000 mètres du bunker de Somoza ; le 14, la moitié de Managua était hors du contrôle du gouvernement somoziste. Et

c'est là que la stratégie sandiniste montre son visage infâme.

Au moment même où le centre névralgique de l'appareil d'Etat somoziste (l'esplanade où se trouvent le bunker, la caserne de la meilleure troupe de la Garde Nationale, l'Ecole d'infanterie, la piste d'atterrissage des hélicoptères de la Garde Nationale, sans parler des centres administratifs) se trouvait à portée de fusil, les troupes somozistes paraissant « épuisées » (selon *Le Monde* du 13/6) le FSLN qui n'avait pas encore engagé toutes ses forces, freine l'offensive déclenchée spontanément, se replie et enferme les masses dans les faubourgs. S'ils avaient été vraiment révolutionnaires, les sandinistes auraient profité de ce moment favorable pour écraser Somoza.

La suspension de la pression sur l'esplanade permit aux troupes somozistes de se regrouper et de lancer une contre-offensive.

Voici le système de défense instauré par les sandinistes : les quartiers populaires étaient divisés en deux catégories : « zones insurrectionnelles » et « zones libérées ». Les « zones insurrectionnelles » étaient celles du front. Leurs barricades dressées par les habitants étaient défendues contre les coups de la Garde Nationale, uniquement par des « milices populaires » recrutées sur place, très mal armées et pas du tout entraînées. Derrière plusieurs protections de ce type se trouvaient les « zones libérées » où étaient concentrées les forces du FSLN composées des « éléments les mieux entraînés et les mieux armés » (d'après Moisés Hassan lui-même). Autrement dit, le FSLN envoie directement les habitants au massacre tandis qu'il reste en zone sûre !

Le soulèvement de Managua ne rentrait pas dans les plans initiaux des sandinistes : pour eux il s'est produit « de têt » ! Le FSLN prétendait d'abord conquérir le contrôle des villes principales

de province afin de forcer l'impérialisme américain à le reconnaître, et ensuite, une fois qu'il aurait réussi à contrôler plus de « positions » que le gouvernement de Somoza lui-même, forcer ce même impérialisme à l'accepter au pouvoir en faisant pour cela toutes les concessions nécessaires.

Il s'agit donc de négocier la prise du pouvoir. Mais comme les proclamations programmatiques ne suffisent pas à l'impérialisme américain, le FSLN devait prouver dans les faits que : 1) il n'avait pas la moindre intention de « faire la révolution » (comme il le jurait à tout moment en garantissant que le Nicaragua ne serait pas un nouveau Cuba) ; 2) il était capable de contrôler les masses ; 3) il était capable de... gouverner.

Pour le 3^e point, le FSLN s'efforçait, à peine une ville était-elle libérée, de créer un appareil d'administration locale (et il l'a fait jusque dans les faubourgs de Managua), l'action militaire passant alors au second plan. Quant aux deux premiers points, les faits de Managua en offrent une preuve très convaincante.

Le 16/6 (c'est-à-dire deux jours après l'arrêt de l'offensive des masses à Managua), Washington reconnaît le FSLN « comme un élément légitime d'opposition » qui, en tant que tel, peut participer à la « recherche d'une solution à la crise du Nicaragua » (*Le Monde* du 20/6).

Washington convoque alors une réunion de l'OEA, que Somoza prépare par un véritable carnage. A cette réunion, Cyrus Vance en personne préconise le remplacement de Somoza par un gouvernement de Réconciliation Nationale qui marque « une nette rupture avec le passé » et menace d'une intervention américaine tout juste pour permettre au FSLN de justifier ses nouvelles concessions.

(Suite page 8.)

Amendola parle d'or...

Les 61 licenciements à la FIAT de Turin ont déclenché une nouvelle polémique parmi les dirigeants du PC italien. Celle-ci a été provoquée par un article d'Amendola, publié dans l'hebdomadaire du PC, *Rinascita*, dans lequel le représentant de l'aile droite du parti déclare, entre autres, que « les revendications ont augmenté de façon incontrôlée avec un nivellement progressif des rétributions, un égalitarisme exaspéré qui contribue à gêner l'application des nouveaux systèmes d'organisation du travail et qui mortifie tout orgueil professionnel et sans que l'augmentation des salaires soit accompagnée d'une augmentation croissante de la productivité [...]. On a défendu de façon rigide le maintien de toutes les usines, y compris les canards boiteux. On a maintenu un haut niveau des salaires et imposé à l'Etat la fiscalisation des charges sociales, sans même soumettre l'échelle mobile à une modification substantielle [en baisse pour les ouvriers] ».

Berlinguer et Lama, le dirigeant de la CGIL, ont fait semblant de protester contre les déclarations trop franches d'Amendola. Mais ne disent-ils pas eux-mêmes à tout bout de champ que « le salaire ne peut être indépendant de la productivité », que dans l'industrie « il faut couper les branches mortes », que la mobilité de l'emploi est nécessaire pour maintenir la compétitivité des entreprises, que le « mécanisme de l'échelle mobile doit être revu » ? Mais alors pourquoi tout ce vacarme ? Parce qu'il y a plusieurs façons de dire les choses, et quand on a pour tâche historique de contrôler la classe ouvrière, on ne peut dire la vérité qu'à moitié.

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Solidarité avec les militants emprisonnés

(Suite de la page 1)

C'est donc pour nous un devoir élémentaire de signaler les cas les plus révoltants et les plus dramatiques d'une persécution policière qui est essentiellement de classe, et dont le caractère étendu et systématique dévoile le mensonge des campagnes sur les « droits de l'homme et du citoyen » et montre le visage réel de la démocratie. Deux organisations d'origine trotskyste, l'une américaine (Revolutionary Communist League - Internationalist) et l'autre anglaise (Socialist Union - Internationalist) qui sont à l'origine du Comité international pour un front unique de défense des militants ouvriers (IC for UFILD) travaillent actuellement à recueillir une documentation précise et s'efforcent de susciter une riposte de classe qui contribue à soulager les souffrances des détenus et qui, en même temps, serve à établir des liens de solidarité entre prolétaires de différentes origines, nationalités, couleurs, et dans différents pays, en arrachant ainsi le monopole de l'information à des organismes carrément bourgeois comme Amnesty International.

Cette initiative est généreuse et nous ne manquerons pas de souligner dans les colonnes de notre presse les cas qui nous seront signalés et que nous souhaitons connaître dès maintenant, afin que les prolétaires des pays où notre presse est connue sachent, et donnent aux prisonniers politiques la seule solidarité militante possible, celle qui se traduit dans la reprise de la lutte indépendante de classe contre le capital dont ils sont les victimes. Nous ne pouvons cependant pas taire notre désaccord de fond sur l'orientation donnée à cette campagne à l'échelle internationale, orientation liée du reste à l'origine « trotskyste » de ses promoteurs.

Le Comité se propose comme objectif — un objectif qui est même trop ambitieux dans la situation d'aujourd'hui — d'« unir les forces prolétariennes mon-

diales pour la défense critique mais inconditionnelle des prisonniers de la lutte de classe, sur des bases de classe, contre les attaques du capitalisme ou inspirées par le capitalisme, afin de les libérer ». Il déclare qu'il « met toute sa confiance dans le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière internationale et n'a aucune confiance dans la bourgeoisie mondiale, ses agents, ses partis, etc. ». Il précise que, si à l'occasion il pourra se prévaloir aussi des droits démocratiques pour assurer la défense des militants ouvriers emprisonnés, « il conservera cependant une indépendance totale par rapport à la bourgeoisie, à ses Etats et à ses agents ».

Ceci dit, on ne peut pas ne pas remarquer en premier lieu que loin de promouvoir la formation d'organismes même de portée limitée, mais ouverts à tous les prolétaires décidés à se défendre et à défendre leurs frères de classe, le comité se propose en fait de créer un cartel d'organisations, de partis ou de groupes qui n'ont en commun que l'étiquette « ouvrière », mais sont divisés non seulement sur le plan des buts finaux, mais des moyens et des méthodes de lutte. Le résultat inévitable de cette situation sera la confusion politique et l'inefficacité pratique.

En second lieu le Comité indique, parmi les formes d'action possibles, l'envoi d'appels à l'Office pour les droits civils, au Département d'Etat américain ou à la représentation soviétique à l'ONU. Il est vrai que ces initiatives sont présentées comme de simples manœuvres tactiques à abandonner en cas d'échec (comme si on pouvait penser qu'elles puissent réussir !), mais il reste que de cette façon on détruit les bases de classe que l'on revendiquait !

De plus le Comité donne une autre preuve de son absence de clarté quand il se propose de s'adresser en les prenant comme exemple d'« organisations qui visent à l'unité de classe ouvrière, au moins sur le plan de la défense con-

tre l'ennemi de classe », même si elles sont « mal dirigées », aux « Partis communistes, qu'ils soient au pouvoir comme en URSS, en Chine, en Albanie, au Cuba ou au Vietnam ou qu'ils soient dans des pays capitalistes ». Il accredité ainsi l'illusion qu'une défense et, en général, une action de classe puissent venir un jour de cette direction, faisant ainsi l'obscurité au lieu de faire la clarté dans l'esprit des prolétaires. Le problème n'est pas mineur. Il s'agit de mener une action de défense non liée, c'est vrai, à des préalables de parti, mais inséparable de l'adoption de méthodes de lutte opposées à celles qui sont en vigueur dans le camp démocratique ou réformiste, des méthodes de classe qui précisément parce qu'elles sont telles, sont les seules qui possèdent un double caractère pratique : être efficaces comme moyen de « conviction » et de « pression », et être fécondes dans le sens de favoriser l'union des prolétaires dans la lutte. Il s'agit donc d'être cohérent jusqu'au bout en suivant cette orientation, sans céder à l'illusion des appels aux puissants ou à la « bonne volonté » de l'opinion publique et sans accorder de crédit à des organisations intermédiaires ou politiques qui se situent sur un terrain légaliste, démocratique et constitutionnel. Choisir une autre voie signifie s'interdire la possibilité d'une défense sérieuse, et non seulement ne pas contribuer à cimenter la solidarité prolétarienne par delà les limites de nationalité, de couleur, de catégorie, mais en détruire les bases.

Les deux organisations en question ont apprécié notre comportement de classe à l'égard de ceux qui sont poursuivis pour activités terroristes ou plus généralement de ceux qui se révoltent contre l'ordre établi. Nous les remercions pour leur appréciation, mais précisément parce que nous avons eu et avons une attitude de classe, nous ne pouvons nous associer à une « ligne de défense et d'attaque » qui contredit cette attitude. Les militants ouvriers qu'elles défendent auront en tout cas notre solidarité active.

Le CCI ou la phobie de l'autorité (1)

« Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit [...], et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir cette domination par la terreur que les armes inspirent aux réactionnaires » (Engels, A propos de l'autorité, 1873).

« Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes quant aux principes ? Les principes du communisme consistent dans l'institution de la dictature du prolétariat, dans l'emploi par l'Etat des méthodes de coercition en période de transition. Tels sont les principes du communisme » (Lénine, Discours en faveur de la tactique de l'Internationale Communiste, 1921, (Œuvres, tome 32, p. 499).

Il n'est pas facile de concilier marxisme et anarchisme. Un exemple moderne des pitoyables acrobaties auxquelles sont contraints ceux qui s'y essaient nous est fourni par le Courant Communiste International, et notamment par l'interminable débat qui, depuis plus de quatre ans, non sans heurts et scissions, agite cette organisation au sujet de l'Etat et du principe central du marxisme : la dictature du prolétariat.

Voici comment Lénine résumait ce principe, à la veille d'Octobre 1917, dans *L'Etat et la Révolution* : « La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées.

« Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la « mise en place » de l'économie socialiste.

« En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie » (Œuvres, tome 25, p. 437).

Une telle conception s'oppose diamétralement aussi bien à la vision réformiste, qui prétend arriver à l'émancipation du prolétariat par la démocratisation croissante de l'Etat bourgeois, qu'à la vision anarchiste, ennemie de tout Etat et de toute dictature. Elle s'oppose tout aussi diamétralement à toutes les tentatives de concilier le marxisme et ces visions étrangères, en mariant dictature et démocratie ou encore en admettant la nécessité de la dictature prolétarienne, mais non sa direction par le parti.

Il n'y a pas d'Etat prolétarien !

Le marxisme a une vision historique, matérialiste, de l'Etat, l'anarchisme une vision a-historique et métaphysique. Pour lui, l'Etat c'est, dans l'absolu, le Mal, et le prolétariat ne saurait donc s'en servir. Pour le marxisme, le prolétariat a besoin de briser l'Etat bourgeois et de le remplacer par son propre Etat révolutionnaire. Le CCI, en s'efforçant de concilier les deux, aboutit à des absurdités sans fin.

D'une part il admet, avec le marxisme, que le prolétariat doit se servir de l'Etat — « avec toutes les amputations et mesures de précautions [...] qui font de cet Etat un demi-Etat » (Revue Internationale n° 1, p. 32). D'autre part il affirme, à la manière de l'anarchisme, que « dans toute société, l'Etat ne peut être autre chose qu'une institution conservatrice par essence et par excellence » (Projet de résolution du 2^e congrès du CCI sur la période de transition, *Revue Internationale* n° 11, p. 24).

De cette pétition de principe qui tire un trait sur l'expérience de toutes les révolutions, non seulement prolétariennes, mais bourgeoises, découle... logiquement la distinction absurde entre « Etat de la période de transition » et dictature du prolétariat : « Le prolétariat, classe porteuse du communisme, agent du bouleversement des conditions économiques et sociales de la société transitoire, se heurte nécessairement à l'organe tendant à perpétuer ces conditions [affirmation qui n'a pas de sens, parce que ces « conditions » éminemment provisoires et changeantes tendent justement à être perpétuellement bouleversées par les « mesures despotiques » prises par l'Etat prolétarien pour assurer la transition graduelle de l'économie capitaliste à l'économie communiste ; à moins que l'on ne veuille dire ici que le prolétariat se heurte à son Etat parce que celui-ci n'assure pas assez vite le passage au communisme, ce qui revient en plein à la position de l'anarchisme]. C'est pour cela qu'on ne peut parler ni d'« Etat socialiste », ni d'« Etat ouvrier », ni d'« Etat du prolétariat » durant la période de transition [...]. Pour ces raisons, si le prolétariat doit se servir de l'Etat dans la période de transition, il doit conserver sa pleine indépendance à l'égard de cet organe. En ce sens, la dictature du prolétariat ne se confond pas avec l'Etat. Entre les deux existe un rapport de forces constant que le prolétariat devra maintenir en sa faveur : la dictature du prolétariat ne s'exerce pas dans l'Etat ni à travers l'Etat, mais sur l'Etat » (Ibidem, p. 25).

Ainsi se trouve allégrement renversée toute la conception marxiste de l'émancipation du prolétariat, lumineusement résumée dans les lignes célèbres de la *Critique du programme de Gotha* : « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition où l'Etat ne saurait être autre chose que la

(Suite page 8.)

Dans la presse du Parti

el comunista

Notre presse espagnole a consacré une large place, ces derniers temps à la brûlante question de l'attitude de la classe ouvrière vis-à-vis des mouvements indépendantistes des minorités nationales, comme ceux du Pays Basque et de la Catalogne. Notre revue trimestrielle *El Programa Comunista* a dédié une série d'articles aux bases théoriques du problème et à l'histoire du mouvement indépendantiste dans la péninsule ibérique. Le dernier numéro de *El Comunista* (n° 28) examine en détail les « Statuts d'Autonomie » élaborés par le gouvernement, de même que les prises de position des courants nationalistes ainsi que des groupes d'extrême gauche (en particulier la LCR) durant la campagne pour le référendum.

Quant à l'éditorial-manifeste du n° 27 (où figure également un article, déjà paru en français, sur *La classe ouvrière et les nationalités opprimées*), il met en relief la tentative du gouvernement central, au moment même où il accorde un certain degré d'autonomie surtout au Pays Basque, mais aussi à la Catalogne, de renforcer et d'étayer « les structures de pouvoir des classes dominantes de toujours » en étendant et en multipliant le réseau des institutions « représentatives » de la démocratie, en complétant les organes répressifs de l'Etat madrilène par de nouveaux organes locaux, et en accélérant le processus d'« intégration politique et sociale directe de nouveaux secteurs bourgeois et petit-bourgeois, jusqu'ici mis à l'écart, dans les rouages de l'Etat réformé », comme le veut le cours totalitaire du capitalisme dans sa phase impérialiste. Le prolétariat basque et catalan doit donc accueillir les nouveaux Statuts, à l'encontre de tous les mensonges réformistes, comme « une véritable déclaration de guerre, comme le point d'aboutissement final d'une démocratisation de l'Etat effectuée contre la classe ouvrière ».

En opposant aux Statuts d'autonomie officiels la revendication du droit à l'autodétermination des nationalités périphériques jusqu'à la séparation complète (qui suppose la destruction de l'Etat bourgeois et non sa réforme), le prolétariat révolutionnaire se place sur le terrain opposé à celui des courants nationalistes, d'ailleurs surtout préoccupés de trouver un terrain d'entente avec l'auto-

rité centrale de l'Etat : il se situe « sur le terrain exclusif des exigences de la lutte révolutionnaire de classe de l'ensemble des prolétaires de toutes les nationalités de l'Etat, sur le terrain de l'internationalisme prolétarien ». C'est en ayant en vue le plein développement de cet internationalisme qu'il faut balayer les méfiances et les rancunes, ou même les haines suscitées entre les prolétaires par les traditions d'oppression et de répression de la bourgeoisie castillane.

C'est pourquoi cette revendication du droit à l'autodétermination est inséparable pour les communistes révolutionnaires de l'appel adressé aux prolétaires basques et catalans (et, inversement, castillans) pour qu'ils « rompent avec tout nationalisme, même le plus radical, et forgent l'unité la plus complète — sur le plan politique, organisationnel, syndical et de lutte — avec leurs frères de classe de toutes les nationalités d'Espagne, en ayant conscience d'appartenir à une seule et même classe, de devoir affronter le même ennemi commun, et de devoir former un seul et même bataillon dans l'armée de libération du prolétariat mondial ».

proletarier

Le n° 5 (septembre-octobre 1979) de *Proletarier* consacre quatre pages intérieures à des *Orientations pratiques d'action syndicale* parallèles aux nôtres et destinées à servir de base à l'intense travail développé par nos camarades, surtout parmi les travailleurs immigrés. Plusieurs articles sont consacrés au commentaire de la situation internationale (Asie du Sud-Est, Rhodésie, Iran, Koweït). L'éditorial, sur *Fascisme et démocratie : deux visages de la bourgeoisie*, oppose à la fausse alternative, fascisme ou démocratie, la seule véritable alternative : capitalisme ou communisme, c'est-à-dire dictature de la bourgeoisie (qui, sous sa forme démocratique ou fasciste, protège le capitalisme) ou dictature du prolétariat pour abattre le capitalisme et instaurer l'économie mondiale socialiste. Enfin, le journal contient un article consacré à la *République Démocratique Allemande de 1949 à 1979*, et qui à la fable d'un « socialisme réel » édifié sous la protection militaire de la Russie oppose la vérité de « trente années de capitalisme réel ». Nous le reproduisons prochainement dans ces colonnes.

LCR : une scission sans principes

Le dernier congrès extraordinaire de la LCR tenu en vue de la préparation du 11^e congrès mondial de la IV^e Internationale s'est soldé par le départ du quart de l'organisation, qui a donné naissance à la « Ligue communiste internationaliste » (LCI).

Si la scission en question représente pour la LCR une perte substantielle dans plusieurs régions, comme Marseille et Lyon, il semble par contre que les Krievine et les Bensaïd se soient réjouis que la LCR ait enfin retrouvé une « majorité de direction politique » !

Ceci dit, il reste évidemment à apprécier le poids des contradictions qui n'en continuent pas moins de traverser la LCR, et qui peuvent être grosses de crises futures, notamment en ce qui concerne la caractérisation des PC et la situation en Indochine. La tendance « dogmatique » soutient que les PC sont des partis « stalinien », au sens où ils seraient encore inféodés à Moscou. La tendance « de gauche » affirme pour sa part que les PC sont en voie de social-démocratisation, tandis que la majorité, elle, se contente de faire la synthèse de ces deux positions ! Pour ce qui est de la position de la LCR sur l'Indochine, le fait qu'elle n'agite plus le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge comme mot d'ordre « immédiat » (sans doute pour des raisons de tactique internationale) ne manque pas de soulever des problèmes en son sein.

Pour revenir à la naissance de la LCI, il faut rappeler que c'est la plus importante scission de la LCR depuis celle de 1971 qui a donné Révolution. Avec cette particularité qu'il s'agit cette fois-ci d'une scission qui traverse la IV^e à l'échelle internationale, surtout en Amérique latine.

Les désaccords portent sur la caractérisation de la « dualité du pouvoir » au Nicaragua, sur le rôle du Front Sandiniste et sur la fonction du gouvernement de Reconstruction Nationale. Le SU et la LCR en France ont repris les positions du SWP américain, dont l'aplatissement vis-à-vis du Front Sandiniste a dépassé de loin l'attitude de Pablo à l'égard du FLN algérien.

Les éléments de la « tendance léniniste-

trotskyiste » (TLT) et de la « fraction bolchévique » (FB) qui ont créé la LCI n'ont fait que réagir contre les excès d'une politique qu'ils ont auparavant cautionnée. C'est ainsi que jusqu'à la naissance de la LCI, la FB n'a jamais soumis au débat de la IV^e Internationale une quelconque résolution, même pas sur l'Amérique latine, où elle semble contrôler la plus grande partie des forces appartenant au SU. La TLT pour sa part a déposé une contre-résolution sur l'Europe, mais rien sur l'objet de la scission, à savoir le Nicaragua !

Pire, la TLT et la FB ont signé avec l'OCI la déclaration appelant à une conférence ouverte à toutes les forces se réclamant du trotskysme, et qui caractérise ainsi la crise qui secoue le SU : « Il s'agit d'un nouveau développement de la crise de la IV^e Internationale, crise qui commence au cours des années 1951-53, date où le révisionnisme s'installe à la direction de la IV^e » (*). Pourquoi alors avoir attendu cette année pour rompre avec la direction de la IV^e, messieurs de la TLT et de la FB ?

Mais si elles caractérisent le FSLN de « petit-bourgeois » pratiquant la « collaboration avec la bourgeoisie », la TLT et la FB, en accord avec l'OCI, n'excluent pas que « sous l'action des masses, le FSLN soit obligé d'aller plus loin qu'il ne le veut dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme » (déclaration déjà citée). D'ailleurs, dans son tract appelant au meeting du 13 novembre, la LCI affirme (tout comme la LCR) que « la révolution prolétarienne est en marche au Nicaragua » !

Voilà qui en dit long sur le caractère sans principes de cette énième scission du mouvement trotskyste.

(*) Reproduite dans *Tribune ouvrière* n° 1.

Réunion publique à
Grenoble, le 8 décembre à 20 h,
salle Millet, 11, rue Millet :
LE PARTI FACE A LA CRISE

Premier bilan des luttes anticoloniales

Nous avons rappelé dans le n° 296 du *Proletaire* l'attitude de notre Parti face au mouvement révolutionnaire qui a bouleversé le « Tiers-monde » dans le second après-guerre.

Le but du premier rapport présenté à la réunion générale était de faire le point pour situer approximativement où ce mouvement historique en est arrivé aujourd'hui alors que nous escomptons une reprise de la lutte prolétarienne et qu'il nous intéresse au plus haut point de préciser quelles forces pèseront dans la balance de la révolution communiste. Il s'agissait aussi de commencer à définir plus systématiquement les caractères que devra prendre la lutte prolé-

rienne dans les différentes régions du monde, à apprécier quel héritage nous a laissé la bourgeoisie et dans quelle mesure les révolutions bourgeoises de ces dernières décennies ont — ou n'ont pas — déblayé le terrain de la lutte prolétarienne. Mais avant de commencer à dresser ce bilan, il importait, à l'heure où nous affirmons que se ferme le cycle révolutionnaire bourgeois du « Tiers-monde », de revenir sur les notions marxistes d'aire géographique et de cycle historique. Cela ne pouvait être fait qu'en puisant dans l'expérience du mouvement prolétarien du siècle dernier les critères qui permettent d'apprécier qu'une phase se termine, qu'un cycle historique se ferme.

chinoise comme venant également à son heure, phénomène qui s'est reproduit à l'autre extrémité de cette aire avec la révolution algérienne. Il est donc du plus haut intérêt de considérer pour le XX^e siècle, avant tout, l'attitude de la bourgeoisie chinoise. Une comparaison a été établie entre d'une part la convergence actuelle des anciens ennemis de ces trente dernières années à savoir la bourgeoisie chinoise et l'impérialisme américain, et d'autre part la convergence à la fin du siècle dernier entre la bourgeoisie française et le tsarisme, qu'Engels montrait comme un indice sûr du déclin de la bourgeoisie française et plus généralement européenne.

Surtout, le rapport a mis en évidence le phénomène de l'unification politique de la bourgeoisie, de sa « domination en tant que classe ». Il s'agit sans doute du critère le plus sûr permettant d'affirmer que la bourgeoisie cesse d'être une classe ascendante, le prolétariat restant désormais la seule classe capable de faire avancer l'histoire. De tels phénomènes ont déjà été repérés par notre parti, ces dernières années, aussi bien dans l'enchevêtrement des formes démocratiques et militaro-dictatoriales en Amérique latine que récemment au Maghreb, bien que sous des formes différentes de celles de la fin du XIX^e siècle européen, étant donné l'importation rapide aujourd'hui des méthodes modernes de gouvernement, en particulier le parti unique.

La constatation empirique de l'achèvement du cycle révolutionnaire bourgeois obligeait à donner une explication au raccourcissement constaté des cycles

historiques. Ce phénomène s'appuie sur le fait que le capitalisme parcourt ses étapes à marches forcées, mais il tient également à la modification des alignements de forces internationales : si en effet l'ennemi le plus acharné de la bourgeoisie au siècle dernier était le féodalisme, les révolutions du XX^e siècle ont trouvé face à elles comme ennemi le plus puissant l'impérialisme, ennemi politique et concurrent économique plus qu'ennemi social, même lorsqu'il s'appuie sur les forces pré-bourgeoises contre les mouvements anti-impérialistes.

La domination impérialiste a mis souvent en place, pour les besoins généraux de l'accumulation, des Etats en avance sur la maturité politique des bourgeoisies locales. Cela a indéniablement constitué un facteur d'épuisement plus rapide des capacités progressistes des bourgeoisies jusque dans leur fraction la plus extrême, la petite-bourgeoisie. Il est surtout clair que devant le danger du radicalisme des masses, la complicité sociale qui s'était déjà manifestée au siècle dernier entre la bourgeoisie et la noblesse en tant que classes dominantes, pourtant socialement ennemies, devait s'accroître entre les jeunes bourgeoisies et l'impérialisme, sans les obliger à une capitulation sociale. Ce phénomène s'est d'ailleurs manifesté même dans les révolutions les plus radicales, comme la révolution chinoise ou algérienne.

Les bourgeoisies du « Tiers-monde » devaient, selon la prévision de Lénine, être plus hardies que la bourgeoisie russe : elles l'ont effectivement été, mais, devons-nous ajouter, à la manière de bourgeoisies venant cependant, à l'échelle mondiale, historiquement en retard.

Capitalismes d'hier et d'aujourd'hui

L'idée d'un cycle du capitalisme est familière au marxisme. En s'appuyant sur un texte comme *Les trois phases du capitalisme* et en l'illustrant par les grandes révolutions anglaise, américaine et européenne, le rapporteur a tenté de faire ressortir que dans une première phase, révolutionnaire, du capitalisme se produisent des révolutions dont l'intérêt social est de détruire, grâce à la conquête du pouvoir d'Etat, les vieux rapports juridiques qui entravent le développement des forces productives modernes. S'ouvre alors une phase d'épanouissement du capitalisme qui conduit à une troisième phase, impérialiste, où la société doit briser les rapports capitalistes pour poursuivre sa marche en avant.

Est-ce à dire que lorsque l'Europe et l'Amérique ont atteint la phase sénile du cycle du capitalisme, le tissu social de tous les continents est entré du même coup en putréfaction et que les tâches immédiates sont partout anticapitalistes et communistes ?

En réalité, c'est seulement au tournant du XX^e siècle que la pénétration des rapports capitalistes a commencé à provoquer des révolutions bourgeoises hors de l'aire euro-américaine. Ceci dit, il serait absurde d'imaginer que les autres continents auraient à parcourir le même chemin que l'Europe, ne serait-ce que parce qu'en arrivant au capitalisme à l'heure de l'impérialisme, les jeunes capitalismes doivent dès le début utiliser les méthodes les plus modernes,

économiques, militaires et politiques, ce qui les oblige à parcourir les étapes du développement capitaliste à marches forcées.

Une étude comparée des cycles euro-américain et du « Tiers-monde », dans laquelle le rapporteur s'est efforcé de retenir des critères permettant d'apprécier le degré de maturité capitaliste des différentes aires géographiques, a permis de mettre en évidence que la transformation révolutionnaire de la société par le capitalisme approche de sa fin. Cette transformation est globalement terminée en Amérique latine, plus avancée au Moyen-Orient (Maghreb compris) que dans le reste de l'Asie, encore largement en retard en Afrique Noire. Le rapport a fait ressortir le mouvement contradictoire de ce phénomène, qui présente des caractères plus avancés en même temps que d'autres très attardés par rapport à une Europe d'un âge capitaliste comparable. Surtout, le capitalisme s'accompagne dans le « Tiers-monde », avec un coefficient plus faible dans les vastes marchés nationaux comme la Chine et un coefficient maximum dans les zones les plus écrasées par les rapports impérialistes, d'un phénomène de marginalisation économique.

Les problèmes soulevés par ce phénomène ne peuvent être tranchés que par la révolution communiste mondiale, qui mettra en commun toutes les richesses de la planète et les utilisera rationnellement suivant un plan unique mondial.

Cycles politiques bourgeois et aires géographiques

Le rapport a ensuite mis en évidence le décalage entre le cycle capitaliste déterminé par les tâches bourgeoises elles-mêmes et le cycle politique de la bourgeoisie, qui dépend de la capacité de la bourgeoisie à accomplir ces mêmes tâches. Or, cette capacité s'apprécie sur le terrain d'une lutte des classes qui est déterminée par les rapports entre toutes les classes, à l'échelle non de pays pris en particulier, mais de vastes aires géographiques, par les rapports entre ces aires elles-mêmes, et ce, dans de grandes périodes historiques et non dans le détail de tel ou tel événement. De plus, les limites entre les phases et les aires considérées ne sont nullement absolues et rigides, mais relatives et mobiles.

L'étude du cycle révolutionnaire bourgeois dans l'aire de l'Europe occidentale entre 1789 et 1871 a permis de mettre en évidence le phénomène d'unification politique d'une aire géographique, dû à un alignement général des forces dans le heurt entre toutes les classes de cette aire, en liaison avec des rapports internationaux déterminés. L'application de ce critère aux événements qui ont bouleversé le « Tiers-monde » depuis plus d'un siècle a permis d'identifier, à côté de l'Amérique latine et de l'Afrique Noire qui forment des aires spécifiques, bien que non étanches, l'ensemble des régions allant de la Corée au Maghreb comme une aire géographique unique. Cette der-

nière s'unifie à travers des vagues successives : celle commencée en 1905, fortifiée en 1917, et dont l'élan est brisé par la défaite des prolétaires et des paysans chinois en 1926-27, puis celle du second après-guerre, partie de l'épicentre chinois, que nous avons appelée « phase éruptive de la révolution anticoloniale » ; dans cette phase où le prolétariat était chassé de la scène historique, la bourgeoisie, comme dans l'Europe d'après 1848, a pu aller jusqu'à l'extrême limite de sa capacité historique.

Une fois les grandes aires précisées, le rapport devait s'attaquer au problème ardu de la délimitation des phases historiques. La même méthode que précédemment a été appliquée, en tenant compte du fait que les grandes périodes sont pour le marxisme déterminées par de grands événements historiques, comme des guerres ou des révolutions.

L'étude de l'aire euro-occidentale a permis de mettre en évidence le poids qu'ont eu les luttes de classes en France, c'est-à-dire dans un pays où la révolution venait à son heure, tandis que dans les pays où elle venait en retard, comme en Allemagne, la bourgeoisie, déjà effrayée par la conséquence de sa propre révolution, à savoir l'émergence du prolétariat, devait faire étalage de sa couardise historique. Notre parti, en parfaite cohérence avec Lénine, a montré, dans l'aire asiatique, la révolution

Où en est la classe ouvrière dans le « Tiers-monde »

Cette comparaison historique a permis de mettre en lumière que nous sommes entrés, sauf en ce qui concerne l'Afrique Noire, dans une phase de consolidation bourgeoise, une phase intermédiaire où les bourgeoisies sont en train d'épuiser les restes éventuels de leur capacité progressiste, en attendant que le prolétariat soit capable de prendre les choses en main pour aller de l'avant. L'important est de ne pas confondre la fin de cette phase révolutionnaire « d'éveil de l'Asie » qui correspond avec la fin de la « vague du second après-guerre » avec un autre cycle, celui de la « prospérité » capitaliste de l'après-guerre, même si la fin de ces deux cycles se produit simultanément.

Il était donc intéressant de considérer le résultat de ces révolutions. A la honte de l'indifférentisme, chauvin et raciste en dernière instance, qui n'a vu dans les révolutions bourgeoises que la misère et le mensonge bourgeois sans voir leur côté subversif, l'histoire ne s'est donc pas arrêtée. Le rapport a montré, chiffres à l'appui, la croissance numérique formidable du prolétariat du « Tiers-monde », entraînée par la maturation du capitalisme dans les continents « arriérés » : si en effet 50 % des ouvriers d'usine du monde étaient européens en 1917, ils ne représentent plus aujourd'hui que 25 %, tandis que le « Tiers-monde » fournit 33 % du total. L'Asie, du Japon à l'Inde, compte aujourd'hui davantage de prolétaires d'industrie que la vieille Europe (Russie exclue). De plus, cette classe ouvrière vit, comme en témoignent les luttes en Amérique Latine, mais aussi au Proche-Orient, en Inde et même en Chine. Surtout, cette classe ouvrière trouve un terrain déblayé pour sa révolution, particulièrement là où, comme en Asie, ont vu le jour de gigantesques Etats faisant converger d'immenses forces sociales vers une forteresse étatique unique. Mais le plus important est encore que le front des classes qui hier était légitime pour la lutte révolutionnaire antiféodale et anti-impérialiste perd aujourd'hui toute justification historique, poussant la classe ouvrière à se séparer de la bourgeoisie sur le terrain de la

lutte de classes, phénomène qui ne peut naturellement s'opérer complètement qu'en liaison avec le parti de classe.

Le rapport a ensuite évoqué la situation politique du prolétariat du « Tiers-monde », qui sort de la vague d'indépendance avec une forte combativité sociale exacerbée par la crise capitaliste, qui pose le problème immédiat de la constitution d'organisations immédiates indépendantes de la bourgeoisie, et de la conquête, dans la lutte contre l'Etat bourgeois, d'une liberté de mouvement politique.

Le rapport a enfin montré comment l'impossibilité pour la vague anticoloniale d'assurer le moindre début de croissance en révolution prolétarienne à cause de la contre-révolution stalinienne a empêché, comme c'est la règle pour toute révolution bourgeoise, ainsi que l'ont montré Engels et Lénine, que les révolutions anticoloniales ne réalisent de façon conséquente les « conquêtes bourgeoises minimum », et ce à la honte de tous les tenants de la révolution par étapes.

Ce phénomène a été amplement illustré en dressant un tableau des tâches bourgeoises encore à accomplir dans les domaines de la lutte contre l'oppression nationale, dans le domaine agraire ainsi que dans celui de la destruction des oppressions de caste, religieuse, etc., dans les grandes aires et sous-aires géographiques du « Tiers-monde ». Ce tableau sera présenté dans le compte rendu plus complet de ce rapport qui paraîtra dans notre revue théorique.

Le rapport s'est terminé en rappelant que si la perspective du marxisme est depuis 1848 la révolution communiste, celle-ci se prépare dans les aires de jeune capitalisme non seulement en avançant les exigences de la lutte anti-capitaliste, mais encore, à des degrés différents suivant les aires, en prenant appui sur les restes des tâches bourgeoises, dont la persistance n'est pas pour nous une raison de condamner le prolétariat à servir de claque à la bourgeoisie, mais une raison supplémentaire d'envoyer au plus vite cette dernière dans la fosse commune de l'histoire.

Arbitrage et médiation contre la lutte de classe

La poursuite dans l'industrie de conflits localisés, mais durs et prolongés, a conduit la bourgeoisie à ranimer des institutions qui étaient en demi-sommeil depuis les grèves de 1955-57 : commission d'arbitrage pour Dassault et Alstom, médiateur pour Alstom. Les lois de 1950 — sur les commissions d'arbitrage — et de 1955, instituant les médiateurs, représentaient en fait un recul par rapport aux projets Bidault de 1949 sur l'arbitrage obligatoire. En instaurant des commissions d'arbitrage tripartites, mais dont les membres sont nommés par décret, puis le recours aux recommandations — non contraignantes — d'un médiateur extérieur, ces lois ne faisaient que renouveler un arsenal d'institutions créées déjà avant la première guerre mondiale, rafraîchies en 1936 et 38, mais jusqu'ici encore régulièrement délaissées dans le cours réel des luttes.

Une partie de la bourgeoisie française poursuit en effet avec obstination le rêve d'instituer un arbitrage obligatoire. Mais celui-ci a du mal à s'acclimater en France, pour des raisons diverses : d'abord parce qu'une fraction du patronat — surtout des petites et moyennes entreprises — ne voulait et ne veut toujours pas entendre parler. Quant aux syndicats, s'ils restent encore attachés formellement à la « liberté de négociation », on va voir comment ils s'arrangent dans les faits pour donner à l'arbitrage un caractère finalement contraignant contre le développement des luttes. Actuellement, de toutes façons, un nombre croissant de chantres du consensus, dans la majorité comme dans l'opposition, regardent avec envie vers les pays comme les USA, la RFA, et surtout la Suède et le Danemark, où l'arbitrage permettrait d'amortir, ou carrément d'économiser les conflits sociaux, et à l'occasion (cf. *Le Proletaire* n° 300) de prélever de lourdes amendes sur les syndicats qui n'ont pas su plier à ce cérémonial une base trop agitée.

D'un point de vue général, il est aussi vain d'espérer résoudre les antagonismes sociaux avec une telle recette que d'essayer d'éteindre un volcan avec un chiffon mouillé. Mais, avec l'arbitrage, on entretient l'idée d'une neutralité possible dans la lutte des classes, d'un juste compromis envisageable entre les exploités et les exploités, l'idée que l'Etat et ses institutions peuvent se tenir « au-dessus de la mêlée », et qu'il peut et doit donc assumer, comme le déclarait Jouhaux en 36 « un rôle d'arbitre correspondant à sa fonction de représentant de l'intérêt général ». Il n'est donc pas étonnant que l'arbitrage à tous les niveaux ait été l'enfant chéri à la fois du fascisme (Hitler l'avait repris à la République de Weimar), et du réformisme ouvert, qui veut ignorer, et surtout dissimuler aux intéressés, les prolétaires, la nature de l'Etat, cette trique au service de la classe dominante, et le caractère inconciliable de l'opposition des classes.

Mais aujourd'hui les directions syndicales intéressées se prétendent sans illusions : « Nous sommes parfaitement conscients que ce genre d'instance ne sert pas à grand chose, aurait dit la CGT d'après *Le Matin* du 13/11/79. Mais puisque les magistrats donnent l'impression d'évoluer en nous donnant des possibilités de discussion, autant en profiter ». A les en croire, ils ne feraient qu'utiliser une concession de la bourgeoisie, sans en être dupes. On en doute, lorsqu'on entend par ailleurs les appels à la création d'un « tissu de négociations » de la CFDT, et les appels à l'Etat-arbitre de la CGT... Mais voyons plutôt quel usage a été fait de l'arbitrage dans les luttes en cours, pour savoir qui est utilisé dans l'affaire, et à qui l'institution profite.

Dans la grève d'Alstom, le premier jugement du tribunal a préconisé la réunion d'une commission de conciliation, et suspendu provisoirement l'évacuation de l'usine de Belfort par les forces de police. Tous n'avaient alors qu'une peur

(y compris 4 sur 5 des représentants patronaux, qui ont voté avec les syndicats!) : attiser l'incendie par l'intervention de la police, face à des grévistes résolus et assurés d'une part de la sympathie des travailleurs de la région (même diluée par les partis opportunistes en un « soutien populaire » amorphe...), et de la solidarité des autres usines du groupe, en partie occupées. Dans cette phase, les réunions des arbitres et conciliateurs ont remplacé la satisfaction des revendications comme but proposé par les syndicats. Ceux-ci ont plié les grévistes aux rituels légalistes, en organisant les votes à bulletins secrets demandés par la commission et qui sont les plus propres à dégonfler un mouvement en laissant chaque ouvrier isolé. Mais ce premier pare-feu a échoué : 62 % des votants ont voulu continuer la grève.

Le système de l'arbitrage leur a été alors resserré sous une autre forme juridique : la nomination d'un conciliateur, le 13 novembre, par le Ministre du Travail. Tout en se rapprochant le plus possible, d'avance, des propositions acceptables par la direction (13^e mois en trois ans, rien sur le temps de travail, salaire plancher inférieur au SMIC officiellement demandé par les centrales), les pompiers sociaux opportunistes, CGT en tête, ont mis à profit ce deuxième sursis pour désarmer eux-mêmes les travailleurs en lutte.

Ainsi, on a vu la CGT, digne de ses compères de la CGIL italienne, se mettre en chasse, en bon chien policier, pour dénicher complots et explosifs tout en épurant les piquets de grève, et venir fièrement rapporter au maître les « instruments de violence » dont il paraît probable (comme le Ministre du Travail s'est fait un plaisir de le souligner - cf. *Le Monde* du 23/11/79) qu'ils provenaient plutôt « d'éléments intérieurs à l'usine, des jeunes que les syndicats ne contrôlent plus » que de provocateurs patronaux. La veille de la nomination du concili-

lateur, en effet, l'ouvrier de base lui-même ne cachait pas à Belfort que si la police occupait l'usine, elle trouverait à qui parler, et que « le gros matériel serait immédiatement détruit à titre d'avertissement » (*Le Monde* du 8/11/79).

C'est justement cette radicalisation, qui pouvait s'étendre à des couches ouvrières plus larges, que les « partenaires sociaux » se sont entendus pour éviter, par la prétendue concession du conciliateur et le retard de l'intervention policière. Notons que, pendant que l'opportunisme faisait ainsi le ménage pour éviter, par la prétendue concession du conciliateur et le retard de l'intervention policière. Notons que, pendant que l'opportunisme faisait ainsi le ménage pour éviter, par la prétendue concession du conciliateur et le retard de l'intervention policière. Notons que, pendant que l'opportunisme faisait ainsi le ménage pour éviter, par la prétendue concession du conciliateur et le retard de l'intervention policière.

Enfin, à Alstom, les syndicats ont mis tout leur poids dans la balance (tout en feignant la neutralité) en présentant l'avis du conciliateur comme le dernier mot possible, en insinuant que « l'opinion publique » ne comprendrait pas un refus (c'est là où l'on voit se refermer le piège du soutien de « toutes les couches de la population ») : le tour était joué!

Il est insuffisant de dire qu'avec l'arbitrage, la bourgeoisie se donne les moyens de gagner du temps, et de faire avaler aux grévistes des « compromis » à leur détriment qu'ils n'auraient pas accepté des patrons. C'est une institution qui donne aussi des armes supplémentaires, contre l'extension et l'affermissement de la force de classe, aux précieux *larbins réformistes*, ces partenaires indispensables pour utiliser au mieux des intérêts bourgeois tout l'arsenal de la « conciliation ».

Grandes manœuvres syndicales

(suite de la page 1)

parasitaires : « négociations sur l'avenir du poids-lourd français » à Renault-VI, défense de l'économie de la région à Alstom-Belfort, ou encore à l'Alstom de Saint-Ouen, l'institution des conseils d'atelier, ce gadget qui n'intéresse que les bonzes et Giscard d'Estaing. Malgré toutes ces diversions, ce qui reste au premier plan, ce sont les besoins réels des travailleurs : rattrapage des pertes de salaire et de pouvoir d'achat, primes uniformes, intégration des intérimaires (Dassault), réduction du temps de travail et des cadences, défense des travailleurs frappés par la répression patronale.

En même temps, et bien que la plupart de ces mouvements se soient développés d'abord dans les cadres syndicaux officiels, la durée même des conflits, les exigences objectives de la lutte amenaient les travailleurs à redécouvrir, au moins partiellement, comme l'avaient fait plus largement les sidérurgistes au printemps dernier, le besoin de méthodes de classe : préparation spontanée de l'autodéfense contre la police à Belfort, tendance — combattue par la bonzerie — à donner la direction de la lutte à un comité de grève plus combatif à Saint-Ouen. Ces symptômes, la violence ouvrière qui se manifestait, par exemple, dans l'invasion des chambres de commerce et dans le saccage de perceptions à Belfort, et la possibilité objective de généralisation

des luttes, à partir de groupes industriels importants, couvrant toute une région, comme Merlin-Gérin, ou de dimension nationale comme Alstom ou Dassault, ont stimulé l'ardeur à la négociation à tout prix des directions syndicales.

La CFDT refusait à la CGT une journée nationale d'action, sous prétexte que les thèmes revendicatifs proposés n'avaient pas assez imprégné la base. Voilà que ces thèmes revendicatifs, s'ils ont peu d'écho dans les mornes défilés catégoriels, animent les luttes dures et prolongées : tous deux se ruent vers le tapis vert, et mettent toute leur énergie à remettre au travail les ouvriers, presque sans résultat à Merlin-Gérin, où les réserves de combativité restaient intactes, pour quelques miettes à Alstom-Belfort, où ils ont proposé piteusement la « continuation de la lutte sous d'autres formes ».

A terme, la poussée ouvrière vers la satisfaction des besoins réels ne peut manquer de se heurter plus frontalement au zèle de ces chiens de garde. Mais il faudra aux prolétaires plus que la méfiance envers leur double jeu, plus que le recours instinctif à des moyens de lutte directs et non pacifiques : il faudra établir des liens entre les noyaux de lutte, il faudra constituer une organisation des travailleurs combattifs qui ne soit pas à la merci de directions syndicales vendues et de leurs volte-face.

Avortement : à bas les lois répressives

(suite de la page 1)

science » si soigneusement respectée par les syndicats et partis de gauche, et le délai de 10 semaines d'IVG autorisée, au-delà duquel les tarifs montent en flèche : comme toujours, les « affaires morales » de la bourgeoisie recèlent les bonnes affaires!

Citons encore les statistiques du Planning : si 82,7 % de femmes s'alertent avant 9 semaines d'aménorrhée, 68,5 % seulement trouvent la solution avant ces 9 semaines. Bien évidemment les « IVG tardives » se multiplient, alors qu'elles ne sont dues à la négligence que dans 0,3 % des cas (enquête de mars 1979, portant sur six mois d'exercice et 396 cas). Mais 60 % des femmes s'étant trouvées dans cette situation l'ont été pour au moins une des raisons suivantes :

— mauvaise application de la loi (demande rejetée par les hôpitaux, multiplication des démarches, mauvais accueil, etc.) ;

— faute ou mauvaise volonté du médecin (erreur de test, arrêt de la pilule par le médecin, refus, dissuasion, chantage, etc.) ;

— problèmes économiques.

L'enquête montre que si les structures hospitalières avaient toutes des services d'IVG, si les IVG étaient remboursées par la Sécurité Sociale, si les tests de grossesse étaient faits sans ordonnance, sans frais et de manière anonyme, les 2/3 au moins des problèmes d'IVG tardive disparaîtraient.

Les limites de la loi pénalisent donc directement et en priorité les catégories les plus exploitées : les mineures (deux fois plus soumises au risque d'IVG « tardive » que « normale »), les immigrées (soumises à des restrictions supplémentaires : carte de séjour en règle), et toutes celles que la division de cette société en classes n'a pas armées pour résister aux discours phillistins, bigots et moralisateurs ; bref, aux exploités qui, en plus de l'oppression matérielle, subissent le poids de l'idéologie bourgeoise, instrument d'autodéfense de cette société, tout comme la police.

Il est clair que les communistes luttent

sans réserve pour l'abolition de toute législation restrictive et contraignante dans le domaine de la vie sexuelle et familiale, et pour le droit effectif à l'avortement, libre et pris en charge par la Sécurité Sociale. Mais ils ne le font évidemment pas au nom des idéologies dans lesquelles se drapent les mouvements qui avancent ces revendications. Les uns se réclament de la démocratie en général ; d'autres prétendent réduire la reproduction de l'espèce à un problème individuel ou « féminin » ; d'autres encore ne voient dans l'oppression qu'un rapport de sexe ; tous cherchent le bon droit, la bonne législation qui permettrait de « libérer » la femme (ou l'homme) dans le cadre de la société capitaliste.

Quant à nous, nous luttons pour ces revendications immédiates qui, si elles concernent aussi d'autres classes, intéressent au plus haut point les prolétaires, femmes et hommes. Nous nous battons contre une oppression sociale qui frappe avant tout le prolétariat, mais sans laisser croire que dans la société bourgeoise un loi, quelle qu'elle soit, puisse « libérer » véritablement qui que ce soit, et sans cacher que dans la société vers laquelle nous tendons la reproduction de l'espèce sera une affaire tout aussi collective et sociale que la production des biens matériels.

Il faut certes lutter contre l'oppression sexuelle et procréative de l'Etat bourgeois, mais il faut lier cette lutte à la lutte révolutionnaire pour le renversement de cet Etat, pour la dictature du prolétariat. Comme l'a montré la législation familiale et sexuelle de l'Etat prolétarien en Russie à l'époque où il méritait encore ce nom, seule cette dictature est capable de libérer immédiatement les femmes et les hommes, producteurs et reproducteurs à la fois, des contraintes qui ne découlent pas directement des rapports matériels de production et de reproduction. Et seule elle est capable d'attaquer et de détruire ces rapports de production capitalistes pour aller vers le communisme, où toute opposition et tout antagonisme entre l'individu et la société (et à plus forte raison entre les sexes) auront disparu.

Candide aveu de la CFDT

Un représentant de la CFDT à l'Alstom-Belfort a fait à Libération du 21/11/79 ces confidences intéressantes : « Nous savions très bien que la tension montait face à l'attitude de la direction et qu'une explosion de colère était à craindre. A plusieurs reprises, nous avons proposé la création d'une commission qui aurait eu pour fonction de canaliser la violence des gars. S'il y avait eu des actions extérieures non pas violentes mais pour se défouler, la tension serait certainement tombée. Mais la CGT, par peur d'être débordée certainement, a bloqué toutes les initiatives dans ce sens ».

Sur la nouvelle plate-forme des foyers

Devant l'offensive implacable de la bourgeoisie, menée avec la complicité des partis de gauche et des confédérations syndicales, le Comité de Coordination devait nécessairement reculer sur les objectifs revendicatifs immédiats de la lutte afin de sauver au maximum l'unité acquise.

On peut toujours discuter du moment opportun pour reculer, car ce moment a une grande importance. Mais personne ne peut présenter ce recul comme une trahison. Nous avons essayé de montrer dans le numéro précédent de ce journal ce qu'il nous paraît, dans une telle situation, « essentiel de préserver », afin de donner aux travailleurs, même dans le reflux, un pôle de résistance et de ralliement des forces, afin de supporter au mieux l'offensive et de préparer la contre-offensive.

Dans son texte, rendu public à la mi-novembre, où il établit sa « nouvelle plate-forme », le CC recule sur des revendications qui effectivement ne pouvaient être conservées comme objectif immédiat en période de reflux (diminution et blocage des loyers, etc.). Cependant, même en reconnaissant à juste titre que dans les conditions présentes, une négociation centrale est impossible, il n'était pas à notre avis nécessaire d'aller au-delà de cette constatation. Il ne nous semble par opportun en tout cas, bien que nous imaginions volontiers que ce soit là le résultat de positions contradictoires au sein de la Coordination (*), de mettre en avant les Comités de Résidents en laissant dans l'ombre leur stricte liaison avec le CC.

Une telle position ne nous semble de nature à favoriser une négociation, même à l'échelle des foyers, que dans la mesure où les sociétés gestionnaires, aidées par les confédérations syndicales, s'imaginent pouvoir mettre, par l'intermédiaire de celles-ci, un coin entre les comités de résidents actuels et le Comité de Coordination. Ceci signifie que les tra-

vailleurs doivent au contraire défendre à tout prix l'indépendance de ces comités et la liaison entre eux, et refuser toute collaboration (voir notre article Ce qu'il est essentiel de préserver dans le numéro 300 du Prolétaire).

Le point le plus important est assurément l'effet de cette attitude sur les ouvriers eux-mêmes, non seulement dans les foyers, mais aussi à l'extérieur. Or, pour ces ouvriers, l'attitude du CC risque d'apparaître comme une mise en veilleuse, ce qui présente le danger de permettre aux charognards — du PC et autres — de le dénigrer, de faire croire qu'il disparaît aujourd'hui en laissant seuls les travailleurs, après les avoir entraînés dans une lutte qu'ils qualifient de « stérile ».

Pour contrer cette manœuvre sordide et criminelle de l'opportunisme, la meilleure tactique consisterait selon nous :

1) à affirmer le caractère fondamentalement juste des objectifs revendicatifs de la lutte (contre l'APL, contre le flicage, etc.), même si le rapport de forces actuel ne permet pas de les atteindre aujourd'hui ;

2) à ce que les Comités de Résidents revendiquent ouvertement la centralisation de la lutte par la Coordination existante et que le CC revendique publiquement la direction de la lutte de résistance à l'offensive présente et la préparation des luttes futures.

Ceci nous semble découler du besoin du regroupement de toutes les forces comprenant les exigences de la lutte prolétarienne, dans les foyers en grève comme dans les autres foyers et même hors des foyers, et du besoin de défendre la lutte et son organisation contre ses détracteurs.

(*) C'est ainsi que le C.C. est signataire de l'appel à la manifestation du 1^{er} décembre dont une des revendications est l'ouverture de négociations avec le Comité de Coordination.

La loi d'Ornano : une loi bestiale

Fruit de l'union abjecte des syndicats et de la bourgeoisie au sein de la Commission Delmon, le projet de loi portant création d'un contrat de résidence pour les logements-foyers est né. Le projet d'Ornano vient ainsi mettre un terme aux ambiguïtés de la situation juridique des occupants de logements-foyers, ambiguïtés relevées par la justice au cours des nombreux procès contre la grève des foyers pour mettre le gouvernement en garde. Digne complément aux projets de lois Bonnet-Stoléro, le projet d'Ornano entérine les féroces conditions d'exploitation et d'oppression faites aux travailleurs immigrés dans les foyers et les aggrave. Mais, confirmant que l'état d'exception imposé à toute la classe ouvrière, ce projet qui concerne tous les logements-foyers, vise aussi les jeunes travailleurs, les personnes handicapées et les personnes âgées. En voici les principaux points.

Le contrat de résidence, établi pour une durée de un mois, est renouvelable par tacite reconduction tant que le résident exécute ses obligations, dont la première est de payer sa redevance (art. 7). La loi ne reconnaît pas le droit de grève dans les foyers ! Autres cas de résiliation du contrat : « troubles de jouissance graves [organisation d'une AG de résidents, par exemple ?], constat d'hébergement sans autorisation, inoccupation supérieure à 4 mois consécutifs », etc.

« Le contrat de résidence est le seul susceptible d'être conclu entre le gestionnaire et le résident » (art. 2). Autrement dit, toute « solution négociée » sur la base de la plate-forme de la lutte des foyers serait illégale, c'est à l'Etat de régler directement le conflit.

Comme avant, les résidents continueront à payer leur flicage, les logements vides, les intérêts usuraires des prêts à la construction des usagers faits par les actionnaires de la Sonacotra. Dans la « redevance », dont le montant sera précisé par le contrat, entreront « les charges et prestations, l'amortissement des locaux et des équipements, les charges financières, le report des résultats des

exercices antérieurs [le déficit...], les dépenses d'entretien technique et d'administration » !

Quant aux droits, seul est reconnu le droit de visite. Pour la forme, puisque l'hébergement reste interdit. Le gérant, lui, pourra continuer d'entrer dans les chambres à tout moment au nom de la « sécurité ».

Le « principe de la reconnaissance de l'expression collective » des résidents — si cher au PC et autres tenants de la collaboration des comités de résidents à la gestion « démocratique » des foyers — est admis, puisqu'ils seront consultés « sur les questions relatives à l'organisation de la vie collective » (art. 11).

Enfin, en vue de la fermeture des vieux foyers-dortoirs et des travaux d'amélioration dans les foyers préconisés par la Commission Delmon — travaux financés par les résidents par le biais d'une augmentation de redevance ! —, la loi autorise le gestionnaire à jeter tout simplement dehors les résidents en surnombre.

Il est de la plus haute importance de conserver, pour faire face à ces conditions bestiales, un minimum d'organisation totalement indépendante des sociétés gestionnaires et des bureaucraties syndicales complices. Et pour tenir le coup, plus que jamais la solidarité de tous les travailleurs qui comprennent le besoin de lier toutes les luttes entre elles est indispensable.

**TOUS à la
Manifestation à Barbès
le 1^{er} décembre à 14h 30**

**Contre les lois Stoléro-Bonnet,
contre les expulsions
et les fermetures de foyers**

A l'appel du Comité de Coordination,
d'Associations de travailleurs immigrés,
de Sections CFTD et CGT, etc...

Interventions du Parti, correspondances

Les bonzes syndicaux et le droit de grève

14 novembre : journée d'« action » inter-syndicale dans les secteurs publics et nationalisés. Dans le Rhône, et particulièrement à Lyon, les syndicats CGT et CFTD des « Services publics et concédés » appellent l'ensemble du personnel (Communaux, HLM, Préfecture, Département, DDASS, Eaux et... Police) à « occuper symboliquement le siège de leur administration respective ».

En automne 78, comme nous l'avions relaté dans notre presse, le bonze CGT des communaux de Lyon s'était illustré en brisant la magnifique grève des éboueurs de cette ville. C'est ce même bonze qu'on a entendu déclarer à l'Hôtel de Ville, au nom des communaux : « Nous attirons votre attention sur les menaces qui pèsent aujourd'hui sur le droit de grève dans le secteur public, et notamment au niveau des collectivités locales ».

Excellent rappel... L'Etat cherche en effet des biais légaux pour rogner la liberté de grève dans tous les secteurs qu'il contrôle directement (PTT, Transports, Enseignement, Services, etc.). Dans la mesure où la pression économique sur toutes ces catégories les pousse à l'action, il utilise tous les procédés, directs (réquisition) ou indirects (loi sur le service fait) pour la leur rendre plus difficile.

Mais ce qu'il craint réellement, ce sont les actions dignes de ce nom, et non pas les occupations symboliques, chaque catégorie restant isolée, et les journées d'action sans lendemain.

Messieurs les bonzes veulent préserver le droit de grève comme un objet de musée : en l'utilisant le moins possible, et avec d'infinies précautions. Comme tous les droits concédés par la démocratie, c'est au contraire, par la lutte qu'on l'obtient, c'est par la lutte qu'on le défend !

**Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !**

Solidarité avec les 61 licenciés de la FIAT !

Condamnée par les tribunaux à réintégrer cinquante des soixante et un ouvriers licenciés, la Fiat de Turin a licencié une nouvelle fois seize le 12 novembre dernier. Entre temps, les licenciements se sont multipliés dans d'autres usines turinoises, à l'Alfa Romeo et à la Marelli. Le patronat s'efforce par là de briser la résistance diffuse, inorganisée, mais toujours renaissante, qui se manifeste contre l'augmentation de la productivité (par exemple sous forme de la « nouvelle organisation du travail »).

La « riposte » des syndicats à cette attaque décidée s'est faite sous le signe de la dénonciation de toute violence dans l'usine, et de la revendication au congrès provincial des délégués des entreprises « du caractère hautement démocratique et pacifique de la lutte de classe ». Pour accorder aux ouvriers le bénéfice de leur « protection », ils posent comme préalable que ceux-ci doivent accepter « les valeurs fondamentales dont s'inspire leur action, et en particulier de partager la condamnation sans équivoque non seulement du terrorisme, mais de toute pratique de vexation et d'intimidation... », préalable que les 61 licenciés, il faut le dire à leur honneur, ont refusé d'accepter. Après cela, les trois centrales syndicales ont eu le culot de verser des larmes hypocrites sur la « faiblesse de la riposte ouvrière » !

« La bourgeoisie ne renonce à aucun moment à attaquer la classe ouvrière, son adversaire, par des mesures toujours plus directes [...].

La bourgeoisie prend des mesures préventives avant même que la riposte ouvrière se généralise [...]. Car c'est là le vrai danger pour elle : la lutte de classe cohérente, non la violence individuelle, mais la violence de toute une classe, à travers la grève, la lutte, l'usage de la force, l'or-

Après des décennies de pénétration de l'opportunisme dans ses rangs, la classe ouvrière est affaiblie, divisée, enfermée dans une politique de défense individuelle et corporative, alimentée par le culte syndical de la qualification professionnelle, de la défense par chacun de « son » entreprise et de « son » économie nationale, défense qui va à l'encontre de toute solidarité de classe dans la lutte.

Notre parti a montré dans une réunion publique, à Turin, les causes sociales réelles des « explosions de violence », les limites des mouvements politiques — en particulier *Autonomia Operaia* — qui théorisent et exaltent justement ce qui fait la faiblesse de ces réactions ouvrières à la pression bourgeoise : leur caractère dispersé, individuel, et par là même souvent désespéré. En conclusion, on a montré le besoin de la renaissance d'organisations de défense immédiate de la classe, et le rôle de l'intervention du parti dans l'orientation de ces organismes.

Dans le tract diffusé par nos camarades pour appeler à cette réunion, dont nous donnons ci-dessous quelques extraits, on insistait surtout sur le sens de l'attaque bourgeoise et sur l'aide précieuse qui lui est apportée, une fois de plus, par les chiens de garde opportunistes dans les syndicats et les partis « ouvriers ».

organisation [...].

Prolétaires, camarades !

Aujourd'hui, les bonzes syndicaux et les dirigeants des faux partis ouvriers vous disent que le patron tente d'établir un lien artificiel entre la lutte et le terrorisme. Mais ce sont eux qui l'ont établi les premiers ! Qui a inventé la délation de masse, avec le fameux « questionnaire sur la violence » (1) ? Qui ne manque pas une occasion de freiner l'usage instinctif par les ou-

vriers de la force dans leurs conflits avec les patrons ? Qui est toujours au premier rang pour condamner — avant les patrons eux-mêmes — les « excès » ouvriers ? Qui prêche la politique des sacrifices pendant que la bourgeoisie nous attaque, et qui cherche à isoler, à dénoncer les ouvriers les plus combattifs qui se distinguent dans les luttes ? C'est la combativité de classe que l'on veut frapper ! [...].

Les choses doivent être claires, cette fois encore. La Fiat a consulté les directions syndicales avant d'agir, et celles-ci, au lieu d'appeler tout de suite à la lutte, ont laissé l'initiative à l'entreprise [...].

La défense des camarades frappés par la répression doit être menée à partir de deux conditions qui ont une signification de classe précise :

— NON A LA RECHERCHE DES ASTUCES JURIDIQUES ! Tout ouvrier combattif qui sort des limites de l'écœurante paix sociale actuelle et met en avant des méthodes de lutte efficaces est, pour cette seule raison, un coupable pour les patrons et leurs larbins !

— OUI A L'ARME DE LA GREVE DURE ! L'extension des méthodes de lutte auxquelles on s'en prend est précisément l'unique moyen pour arrêter l'attaque de la Fiat et obtenir le retrait des mesures.

— GREVE sans limitation de modalité et de durée, sans préavis et avec la plus large extension possible. Il faut montrer que le patron ne peut frapper impunément. On doit le lui faire payer cher en arrêtant la production, et permettre par cette action que la capacité de défense des ouvriers se transforme en capacité d'attaque au moyen de l'organisation.

— Etablissement de liens, solidarité, unité et organisation entre les ouvriers combattifs pour entraîner progressivement les autres, et sortir des limites de chaque atelier, puis de chaque usine ».

(1) Voir Le Prolétaire n° 298.

Sandinisme

(Suite de la page 3)

Les Etats-Unis commencent alors à faire fortement pression sur Somoza pour qu'il abandonne le pouvoir, mais en lui laissant le temps nécessaire pour réaliser, surtout dans la capitale, une saignée dans les masses qui assure l'ordre pour un bon bout de temps. Résultat du massacre : 40.000 morts. Le 27/6, arrive à Managua le nouvel ambassadeur américain, Bowdler, qui ne présentera même pas ses lettres de créance à Somoza. Sa mission : « le faire démissionner », d'après ce qu'on disait officieusement à Washington (*Le Monde* du 29/6). Pendant que le nouvel ambassadeur arrivait, le FSLN retirait de façon inattendue ses forces des faubourgs de la capitale, laissant les habitants stupéfaits et désorganisés devant la répression accrue de la Garde Nationale et annonçait, toujours le 27, jour fatidique, son intention de former un Conseil d'Etat de 30 membres, dans lequel seraient inclus « tous les courants représentatifs de la lutte anti-Somoza ». L'exigence fondamentale de Vance se concrétisait.

Le 9/7, le FSLN, qui contrôlait déjà les principales villes du pays, commence son avancée vers Managua. Le 10, ses forces camperont à près d'un jour de marche de la capitale, et... resteront là, immobiles, espérant que Bowdler fasse démissionner Somoza !

Le 12, la Junte se réunit à nouveau avec Bowdler, et après cette rencontre se déclare disposée à adopter « une position plus souple [sic] sans compromettre nos principes » [on se demande lesquels !], étant donné que... la situation militaire lui était favorable ! D'autre part, la Junte propose à Bowdler un plan pour le remplacement de Somoza : celui-ci démissionnerait et le pouvoir passerait au Congrès qui, à son tour, reconnaîtrait le Gouvernement provisoire sandiniste-bourgeois.

Bowdler rejette le plan, sans doute pour laisser le temps à Somoza de donner sa terrible leçon aux masses paralysées par le FSLN qui continuait à stationner pacifiquement à un jour de la capitale. Ce dernier demande une nouvelle rencontre qui se déroulera le 14 dans une atmosphère très cordiale, et qu'il présentera comme un « pas en avant ».

Et en effet, dans la nuit du 16 au 17, Somoza démissionne en passant le pouvoir au Président du Congrès, le grotesque Francisco Urcuyo, comme cela figurait dans le plan sandiniste, ce qui nous permet d'en déduire que ce « pas en avant » a été l'acceptation de ce plan par Bowdler et sa volonté de chasser Somoza. Il est clair que Bowdler, en homme expérimenté, n'allait pas donner sans contrepartie : indubitablement il a obtenu quelques « hommes de confiance » aux postes clefs du Gouvernement provisoire, ainsi que d'autres garanties.

De nombreux membres du gouvernement ont en effet des liens directs avec les Etats-Unis. Il n'est pas étonnant que, selon le correspondant du *Monde*, « ce cabinet soit considéré ici comme modéré jusque dans les milieux somozistes ».

C'est seulement deux jours après la démission de Somoza, le 19, que les forces sandinistes entrent à Managua. La Garde Nationale se rend sans aucun affrontement.

La véritable révolution dont ont besoin les masses prolétariennes et semi-prolétariennes au Nicaragua comme dans toute l'Amérique latine, reste encore à faire. C'est la révolution prolétarienne : elle ne niera nullement le besoin de la liquidation des rapports agraires et semi-coloniaux archaïques, qui multiplient encore la souffrance des masses exploitées provoquée par le développement capitaliste général et encore renforcée par l'étroitesse des petits pays et la marginalisation économique, mais les utilisera comme levier.

Elle ne négociera pas avec l'Etat et son maître l'impérialisme la prise du pouvoir à son sommet : elle devra le détruire pour constituer un bastion de la lutte continentale contre les classes dominantes et l'impérialisme yankee. Elle ne pourra être menée dans un quelconque front avec la démocratie petite-bourgeoise dont l'expression la plus radicale est précisément le guérillérisme à la FSLN, et qui démontre dans les faits sa fonction qui consiste à dilapider l'énergie révolutionnaire des masses dans un vil réformisme : elle ne pourra vaincre que sous la direction du parti communiste mondial, que les prolétaires de tous les continents ont pour tâche urgente de construire sur le programme invariable du communisme révolutionnaire.

Le CCI ou la phobie de l'autorité

(Suite de la page 4)

dictature révolutionnaire du prolétariat ». Et en effet qu'est-ce que la dictature, sinon le pouvoir exclusif d'une classe, et qu'est-ce que ce pouvoir — organisation centralisée de la violence — sinon un pouvoir d'Etat ?

Un « Etat populaire libre » ?

Mais c'est qu'en réalité, pour le CCI, l'Etat n'est pas l'organe exclusif de la dictature d'une classe : il est un « médiateur entre les classes » (*Revue Internationale* n° 1, p. 50). Ceci se traduit par cette étourdissante nouveauté : faire de l'« Etat de la période de transition » — issu, qui plus est, d'une révolution prolétarienne pure — un Etat interclassiste, en revendiquant la participation de toute la « population » non exploitée aux organes de l'Etat : « Il ne sert à rien de vouloir faire de l'organisation unitaire du prolétariat : les Conseils ouvriers, l'Etat [...]. En proclamant que le Conseil est Etat, ils excluent et interdisent toute participation des classes travailleuses non prolétariennes à la vie de la société, participation qui est, comme nous l'avons vu, la principale raison du surgissement de l'Etat » (*Revue Internationale* n° 15, p. 13). « L'institution étatique est constituée à sa base par les Conseils existant sur une base non pas de classe [...], mais géographiquement : assemblées et conseils de délégués de la population par quartiers, villes, régions, etc., culminant dans un conseil central qui constitue l'organe central de l'Etat » (*Revue Internationale* n° 11, p. 44).

En somme, le CCI en arrive à revendiquer une sorte de... démocratie populaire qui coexisterait avec la dictature du prolétariat dans une espèce de « dualité de pouvoirs » : on conçoit que, dans ces conditions, il ne soit pas possible de parler d'« Etat du prolétariat » ! Mais c'est parce que la dictature du prolétariat elle-même a disparu, celle-ci ayant précisément pour signification d'être un pouvoir que le prolétariat ne partage avec personne...

Ainsi, le CCI rejoint à sa manière les vieux tenants de l'« Etat populaire libre » raillés par Engels, qui précisait que « tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point dans l'intérêt de la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel » (Lettre à Bebel du 18-28 mars 1875, citée dans *L'Etat et la Révolution* Lénine, *Œuvres*, tome 25, p. 475-6). Le CCI remplace cette conception par un vulgaire libéralisme, en affirmant que l'Etat de transition « remplace l'oppression par un maximum de démocratie, c'est-à-dire de liberté d'opinion, de critique, et d'expression » (*Revue Internationale* n° 15, p. 11).

Inutile de rappeler (cf. *Le Proletaire* n° 203) que la terreur rouge est condamnée par le CCI comme l'abomination des abominations pour une double raison : parce que le prolétariat ne saurait employer « les mêmes moyens » que la bourgeoisie (affirmation de caractère purement moral), et aussi du fait qu'elle nécessite « un corps spécialisé » (*Revue Internationale* n° 15, p. 15). Mais alors, et Marx, et Lénine, et Trotsky ? « La littérature marxiste emploie parfois [sic] — La dictature du prolétariat ? un « petit mot » employé « une fois » dans une lettre, disait Kautsky] le terme de terreur à la place de violence de classe, mais il suffit de se référer à l'ensemble de l'œuvre de Marx pour comprendre qu'il s'agit plutôt d'une imprécision de formulation que d'une véritable identification dans la pensée. Cette imprécision lui vient en outre de la profonde impression qu'a laissée sur elle l'exemple de la grande révolution bourgeoise de 1789 » (*Revue Internationale* n° 15, p. 22).

En fait, ces « arguments » ne font que cacher le souci de limiter la violence de classe du prolétariat, dans une vision idéalisée et purement mythique de la lutte de classe, qui efface d'un trait de plume les réalités de la guerre civile, pour confier la défense du pouvoir du prolétariat à la... conscience de celui-ci : « Sa force invincible ne réside pas tant dans sa force physique et militaire, et encore moins dans la répression, que dans sa capacité de mobiliser les larges masses, d'associer la majorité des couches et classes travailleuses non prolétariennes à la lutte contre la barbarie capitaliste. Elle réside dans sa prise de conscience et dans sa capacité de s'organiser de façon autonome et unitaire, dans la fermeté de ses convictions et dans la vigueur de ses décisions. Telles sont les armes fondamentales de la pratique et de la violence de classe du prolétariat » (*Revue Internationale* n° 15, p. 21).

« Masses » et « chefs »

La dichotomie entre Etat de transition et dictature du prolétariat, entre Etat et Conseils, reflète d'autre part, à la manière de l'anarchisme et du kaapédisme, l'opposition métaphysique entre « masses » et « chefs », la phobie des « spécialistes », des « experts », au nom d'une « autonomie » de la classe ouvrière considérée comme une « totalité » qui aurait toujours raison, à la base, même dans ses manifestations reflétant une mentalité arriérée, face à l'Etat central.

Le CCI affirme — contre les leçons de la Commune de Paris, qui ont inspiré les mesures prises par les Bolchéviques, dans les années léniniennes, pour combattre les déformations bureaucratiques de leur Etat — qu'« il n'y a pas d'Etat sans bureaucrates » (*Revue Internationale* n° 11, p. 37), ce qui est la négation même du caractère spécifique de l'Etat prolétarien, Etat-Commune qui, fondé sur l'organisation des prolétaires armés, sur leur participation la plus large possible aux rouages de l'appareil d'Etat, sur la suppression graduelle du fonctionnarisme en tant que corps privilégié détaché de la société, commence précisément dans ce sens à n'être plus un Etat « au sens ordinaire » du mot.

Mais c'est que sous la crainte de la bureaucratie se cache en réalité la phobie anarchiste de l'« autorité », ainsi que l'incompréhension de la priorité de la défense des intérêts généraux et historiques du prolétariat, remplacés par un suivisme pur et simple vis-à-vis des intérêts immédiats de ses couches même les plus arriérées : « Si la vague révolutionnaire rencontre de sérieux obstacles [...], il sera nécessaire de recourir à certains compromis, comme demander aux ouvriers de travailler plus ou de réduire leur ration. Les délégués commenceront alors à apparaître comme des agents extérieurs aux ouvriers, comme des fonctionnaires d'Etat dans le vieux sens du terme, comme des éléments se situant au-dessus des ouvriers et contre eux » (*Revue Internationale* n° 1, p. 47). D'où la nécessité d'assurer « l'autonomie et l'initiative de la base ouvrière vis-à-vis des organes centraux », ainsi que la renonciation « à toute méthode violente au sein du prolétariat » (*ibid.*, p. 48).

Qu'avons-nous d'autre ici que l'idéalisation de ce que Lénine appelait « l'élément anarchiste petit-bourgeois », qui risquait de saper le pouvoir prolétarien de l'intérieur, et contre lequel Lénine appelait constamment, dans les années d'après Octobre, à livrer une énergique bataille ? Mais c'est que le CCI combat la nécessité de la discipline du travail et des sacrifices au nom précisément de cette mentalité petite-bourgeoise que Lénine définissait par la formule : « empoche le plus possible et après toi le déluge ». Comment pourrait-il comprendre que c'est précisément par ses sacrifices héroïques que le prolétariat de Russie a défendu et sauvé son pouvoir, durant et après la guerre civile, des assauts de la réaction internationale mais aussi de la démoralisation dans ses propres rangs et dans ceux des masses petites-bourgeoises ?

(à suivre)

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 20
(27 octobre 1979) de

il programma comunista

- Preparare la rivoluzione comunista
- I licenziamenti alla Fiat, la risposta del sindacato e la via di una ripresa della lotta di classe
- Sempre più tesa la situazione internazionale
- L'intervento del Partito nelle lotte immediate
- Lenin, la democrazia e l'opportunismo
- Sguardo alla nostra stampa internazionale
- Vita di partito: riunione pubblica a Torino
- Il lungo calvario della trasformazione dei contadini palestinesi in proletari
- Argentina: di fronte alle migliaia di « scomparsi », la « sinistra » si inchina a Sua Maestà l'OAS
- La causa degli operai Olivetti è quella di tutti i lavoratori
- In morte di O. Damen

*

el-oumami

*

el proletario

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE
• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 10 décembre, le 14 janvier, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, les 1^{er} et 15 décembre, 5 et 19 janvier, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 2 et 16 décembre, 6 et 20 janvier, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 et 16 décembre (il n'y aura pas de permanence le 30 décembre ; les permanences reprendront régulièrement tous les quinze jours à partir du 6 janvier).

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 2 et 16 décembre, 6 et 20 janvier, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 2 et 16 décembre, puis 6 et 20 janvier, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talencac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 décembre, 6 janvier, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 8 et 22 décembre, 12 et 26 janvier, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 16 décembre, 20 janvier, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 2, 16 et 30 décembre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 2 décembre (exceptionnellement il n'y aura pas de permanence le 16 décembre), 30 décembre, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charente - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926